CONFERENCE INTERAFRICAINE DES MARCHES D'ASSURANCES

INSTITUT INTERNATIONAL DES ASSURANCES

Institution Spécialisée Autonome de la CIMA B.P.: 1575 -Tél: 220.71.52 - Fax: 220.71.52

Email : <u>iia@serveur.cm.refer.org</u>. Yaoundé - République du CAMEROUN

DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES SPECIALISEES EN ASSURANCES (DESS-A)

MEMOIRE DE FIN D'ETUDES

THEME:

CONFECTION ET ANALYSE DE L'ETAT C9 DE L'UNION DES ASSURANCES DU BURKINA IARDT

Présenté et soutenu publiquement par

COMPAORE Antoine

16^{ème} Promotion DESS-A
2002-2004

Sous la direction de : M. NIGNAN Jean Damascène Directeur Technique UAB/IARDT

CONFERENCE INTERAFRICAINE DES MARCHES D'ASSURANCES

INSTITUT INTERNATIONAL DES ASSURANCES

Institution Spécialisée Autonome de la CIMA B.P.: 1575 -Tél: 220.71.52 - Fax: 220.71.52

Email : <u>iia@serveur.cm.refer.org</u>. Yaoundé - République du CAMEROUN

DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES SPECIALISEES EN ASSURANCES (DESS-A)

MEMOIRE DE FIN D'ETUDES

THEME:

CONFECTION ET ANALYSE DE L'ETAT C9 DE L'UNION DES ASSURANCES DU BURKINA IARDT

présenté et soutenu publiquement par

COMPAORE Antoine

16^{ème} Promotion DESS-A 2002-2004

Sous la direction:

M. NIGNAN Jean Damascène
Directeur Technique UAB/IARDT

SOMMAIRE

| Pa | iges |
|---|------|
| INTRODUCTION | 1 |
| 1ère PARTIE : FONDEMENTS ET UTILITES DE L'ETAT C9 | 6 |
| CHAPITRE 1 : PRESENTATION DE L'ETAT C9 | 6 |
| Section 1 : MODELE DE L'ETAT C9 | 7 |
| I°) TRACE DE L'ETAT C9 | 7 |
| II°) COMMENTAIRES ET EXPLICATIONS DES RUBRIQUES DE L'ETAT C9 | 8 |
| Section 2 : CARACTERISTIQUES DE L'ETAT C9 | 9 |
| I°) L'ETAT C9 COMME ETAT STATISTIQUE | 9 |
| II°) L'ETAT C9 COMME INSTRUMENT DE CONTROLE DE GESTION | .10 |
| CHAPITRE 2 : ETAT C9 ET SITUATION DES ARRIERES DE PRIMES DE L'UNION DES ASSURANCES (UAB) IARDT | .12 |
| Section 1 : CONFECTION DE L'ETAT C9 DE L'UAB/IARDT | 13 |
| I°) PROCEDES D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT C9 DE L'UAB/IARDT : RECHERCHE ET COLLECTE DES DONNEES | 13 |
| II°) ETAT C9 CONFECTIONNE (VENTILATION PAR BRANCHE ET PAR EXERCICE DE SOUSCRIPTION DES PRIMES ARRIERES, ENCAISSEMENTS ET ANNULATIONS) | 14 |
| Section 2 : TYPOLOGIE DES ARRIERES DE PRIMES | 17 |
| I°) ETAT AU 31 DECEMBRE 2003 DES PRIMES ARRIERES DE L'UAB/IARDT | .18 |
| II°) COMMENTAIRES SUR L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2003 DES PRIMES (ARRIERES TOUTES TAXES COMPRISES)1 | 9 |

| 2 ^{ème} PARTIE: NECESSITE ET IMPLICATIONS DE L'ETAT C922 |
|---|
| CHAPITRE 1 : ANALYSE DE L'ETAT C9 CONFECTIONNE22 |
| • Section 1 : INTERPRETATIONS DES EMISSIONS, ANNULATIONS, ENCAISSEMENTS ET ARRIERES DE PRIMES DE L'ETAT C9 CONFECTIONNE |
| I°) APPROCHE D'ANALYSE PAR EXERCICE D'INVENTAIRE23 |
| II°) APPROCHE D'ANALYSE PAR EXERCICE DE SOUSCRIPTION32 |
| • Section 2: LES INCIDENCES DES ARRIERES DE PRIMES36 |
| I°) INCIDENCE SUR LE RATIO CHARGE DE SINISTRES SUR PRIMES ACQUISES |
| I°) ROLE DU MANUEL DE PROCEDURE50 |
| II°) SUIVI ET TRAITEMENT DES ARRIERES DE PRIMES52 |
| • Section 2 : L'OPTIMISATION DES METHODES DE RECOUVREMENT |
| I°) LES PHASES NON CONTENTIEUSES56 |
| II°) LA PHASE « CONTENTIEUX »58 |
| CONCLUSION63 |

DEDICACE:

Je dédie ce travail à feu ma mère, à qui je ne savais quel type de remerciements adresser.

Puisse Dieu le faire pour moi.

REMERCIEMENTS:

- ✓ A Messieurs, TRAORE Si Salifou et NIGNAN Jean Damascène respectivement Directeur Général et Directeur Technique de l'UAB/IARDT pour leur disponibilité, leur écoute et leurs conseils;
- ✓ A tout le personnel de l'UAB/IARDT pour avoir œuvré au bon déroulement de notre stage pratique ;
- ✓ A l'équipe de direction de l'IIA et son personnel, au corps enseignant pour leur apport et leur soutien inconditionnel au cours de notre formation;
- ✓ A Monsieur OUEDRAOGO Adolphe, commissaire contrôleur à la CRCA qui n'a pas manqué, par une compréhension légendaire, de nous gratifier de quelques aspects de son expérience;
- ✓ A la Direction Nationale des Assurances qui n'a ménagé aucun effort pour le suivi de notre stage pratique;
- ✓ A tous ceux dont la contribution, modeste soit-elle, a servi à notre formation.

ABREVIATIONS:

UAB: Union des Assurances du Burkina.

IARDT: Incendie, Accidents, Risques Divers et Transport.

TIARD: Transport, Incendie, Accidents et Risques Divers.

CIMA: Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances.

SONAR : Société Nationale d'Assurances et de Réassurance.

PREC: Provision pour Risques en Cours.

CEG: Compte d'Exploitation Générale.

OHADA: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires.

APSAB : Association Professionnelle des Sociétés d'Assurances du Burkina

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Dans sa quête de sécurité contre toutes les vulnérabilités et l'ensemble des périls possibles et imaginables, l'homme, avant l'avènement du concept d'assurance, a éprouvé divers moyens dont :

- la prévoyance, un acte anticipé par lequel une personne physique ou morale, en vue de ses besoins futurs, effectue des prélèvements sur ses revenus actuels pour pouvoir faire face aux risques qui pourraient survenir;
- l'épargne, un prélèvement fait sur les revenus actuels dans le cas de la prévoyance;
- l'assistance, un mode de répartition inspiré par l'idée de charité ;
- le pari, un transfert du risque sur un autre parieur, fondamentalement basé sur l'individualité ;
- la prévention, une opération consistant à réduire la probabilité de réalisation d'un risque ou à l'annuler. Elle se fait par l'action sur les causes de la réalisation du risque;
- la protection, une opération se traduisant par l'action sur la gravité c'està-dire l'action sur les conséquences de la réalisation du risque.

Tous ces moyens, quoique leur efficacité ne soit pas mise en doute, se sont souvent révélés insuffisants et incomplets, aussi la recherche de l'homme s'est-elle approfondie et a abouti à l'une des premières ébauches du contrat d'assurance dérivant de l'inverse de l'opération appelée « Prêt à la grosse aventure ». Celle-ci consistait pour des négociants à verser à un banquier, avant le départ de leur navire et/ou cargaison, une somme convenue d'un commun accord. Si l'arrivée à destination se faisait sans préjudice, la somme versée restait acquise au banquier mais si le navire ou la cargaison subissait des avaries alors le banquier devait verser au négociant une indemnité dont le montant et les modalités de paiement avaient préalablement été fixés à l'embarquement. Il faut noter que simultanément et parallèlement à cette

opération, d'autres pratiques telles les sociétés de secours mutuels, la tontine etc... ont largement contribué à la formation du contrat d'assurance.

C'est donc de ces évènements qu'est né le principe de l'Assurance selon lequel il y a assurance quand les deux conditions suivantes sont réunies :

- lorsque des personnes susceptibles de subir un évènement dommageable pour elles, se regroupent pour constituer une épargne commune en vue d'aider celles qui seraient frappées par la survenance de l'évènement redouté, à faire face à ses conséquences;
- lorsque les combinaisons fréquence-gravité de réalisation du risque (du sinistre) se présentent comme indiquées : fréquence faible-gravité faible, fréquence faible-gravité forte, fréquence élevée-gravité faible.

En référence à ce principe, l'assurance peut être définie juridiquement et techniquement, comme « une opération par laquelle une personne (l'assureur) groupe en mutualité d'autres personnes (les assurés) afin de les mettre en mesure de s'indemniser mutuellement d'une perte éventuelle, le sinistre, à laquelle elles sont exposées par suite de la réalisation de certains risques, moyennant une somme appelée prime ou cotisation payée par chaque assuré à l'assureur qui la verse dans la masse commune »¹.

Il se dégage de cette définition que la prime ou cotisation est l'un des éléments moteurs du fonctionnement de la mutualité.

Elle peut être définie comme le prix de l'assurance et se décompose en deux éléments principaux :

-la prime pure qui est la prime théorique représentant le coût statistique du risque,

-les chargements (de gestion et d'acquisition) qui sont destinées à couvrir les charges de l'entreprise et la rémunération du capital.

Il convient de préciser que la prime totale payée par l'assuré regroupe en plus des deux composantes ci-dessus citées, la taxe d'assurance qui est reversée en intégralité à l'Etat.

¹ L'Assurance Tome 1 (Collection de l'Ecole Nationale d'Assurance de Paris)

L'importance de la prime est aussi traduite par l'un des critères très cotés et connus de mesure de la taille d'une entreprise qu'est le chiffre d'affaires hors taxes correspondant au montant total des primes émises et accessoires nettes d'annulations.

Cependant, s'il s'avère nécessaire voire indispensable que l'expansion d'une compagnie d'assurances peut passer par l'accroissement de son chiffre d'affaires (c'est-à-dire de ces émissions de primes), la condition sine qua non pour qu'elle puisse honorer ses engagements envers tous ses débiteurs reste véritablement la collecte de l'ensemble de ses créances y compris les primes qui constituent en principe, la part la plus significative. Cela n'a pas manqué d'attirer l'attention du législateur communautaire notamment l'autorité suprême de contrôle qu'est la Commission Régionale de Contrôle des Assurances (CRCA). Ainsi, cette institution créée dans le souci de faire respecter les règles prudentielles de gestion impose aux compagnies d'assurances de leur fournir au plus tard le 1^{er} août de chaque année les documents énumérés à l'article 422 du code CIMA.

Parmi ces documents connus sous le nom des « Etats comptables » se trouve l'état C9 relatif aux primes et intitulé « Ventilation par exercice de souscription et par branche des primes arriérées, encaissements et annulations ». Cet état est le seul document donnant des informations sur les primes arriérées dans tout le dossier annuel transmis à la CRCA aussi mérite-t-il que l'on lui accorde une attention particulière en raison de l'actualité du marché CIMA qui porte en majeure partie, de nos jours, sur le volume croissant des primes d'assurances impayées.

En effet, Il devient de plus en plus indubitable que le recouvrement des primes d'assurances constitue une véritable difficulté à laquelle sont confrontées la plupart des compagnies d'assurances du marché CIMA.

Pour preuve, l'on peut se référer aux informations suivantes recueillies dans « l'Assureur Africain » du mois de juin 2003 sur la situation des arriérés de primes du marché CIMA :

- Année 1999 : montant des arriérés de primes 106 326 000 000 FCFA soit 48,6% des primes émises de la même année ;
- Année 2000 : montant des arriérés de primes 107 247 000 000 FCFA soit 45,3% des primes émises de la même année ;

- Année 2001 : montant des arriérés de primes 129 749 000 000 FCFA soit 50,2% des primes émises de la même année.

Les données de l'industrie burkinabé² des assurances relatives aux primes arriérées révèlent également des montants considérables en la matière et se présentent comme suit :

- arriérés de primes au 31 décembre 2002 de la SONAR/IARDT : 4 248 167 973 F CFA, soit 87,35 % du montant des primes émises et accessoires nets d'annulations qui s'élève à 4 863 136 158 F CFA;
- arriérés de primes au 31 décembre 2002 de la FONCIAS/TIARD : 3 178 782 332 F CFA, soit 92,70 % du montant des primes émises et accessoires nets d'annulations qui s'élève à 3 429 001 507 F CFA;
- arriérés de primes au 31 décembre 2002 de la COLINA Assurances: 317 637 368 F CFA, soit 35,05 % du montant des primes émises et accessoires nets d'annulations qui s'élève à 906 159 852 F CFA;
- arriérés de primes au 31 décembre 2002 de l'UAB/IARDT :
 2 116 107 900 F CFA, soit 170,02 % du montant des primes émises et accessoires nets d'annulations qui s'élève à 1 244 566 559 F CFA;

La totalisation des arriérés de primes au 31/12/2002 de ces quatre compagnies d'assurances donne une somme de 9 860 695 573 FCFA pour un montant total de primes émises et accessoires nets d'annulations des mêmes compagnies qui s'élève à 10 442 864 076 F CFA, soit 94,42 %.

Une autre difficulté notoire pour certaines compagnies d'assurances, au sujet des primes arriérées, est celle de pouvoir les déchiffrer, les suivre par catégorisation et les analyser correctement à travers un état qui s'y rattache. Ces difficultés, il faut le dire, sont observées sur le marché Burkinabè des Assurances donc aussi par l'Union des Assurances du Burkina IARDT.

²Sources: Etats comptables et statistiques des compagnies (communiqués à la Direction Nationale des Assurances) et Rapport annuel du marché Burkinabé - Exercice 2002 – APSAB (Association Professionnelle des Sociétés d'Assurance du Burkina).

C'est dans l'optique d'apporter un éclairage et de proposer des éléments de réponse à même de résorber un tant soit peu ces difficultés que nous avons choisi le thème : « confection et analyse de l'état C9 de l'Union des Assurances du Burkina IARDT ».

A travers ce thème de mémoire d'un intérêt certain, nous nous attellerons d'abord à élucider les principes et méthodes de conception de l'état C9. Pour ce faire, nous procéderons de manière thématique, démonstrative et schématique à des exposés sur la structure du modèle de l'état C9 (chapitre I/1ère partie), sur l'élaboration de l'état C9 et sur l'établissement d'une situation des primes arriérées de l'Union des Assurances du Burkina IARDT au 31 décembre 2003 (chapitre II/1ère partie).

Ensuite, il nous semble utile de consacrer nos propos aux jugements normatifs qui pourraient découler de l'état C9 confectionné avant d'accentuer nos développements sur des esquisses de solutions et perspectives envisageables pour un suivi et une collecte plus efficace des primes émises par la compagnie d'assurances UAB/IARDT (chapitres I & II /2ème partie).

1^{ère} PARTIE:

FONDEMENTS ET UTILITE DE L'ETAT C9

1ère PARTIE: FONDEMENTS ET UTILITES DE L'ETAT C9:

Il importe, avant de nous intéresser à la collecte des données et chiffres et notamment au montage de l'état C9 de l'Union des Assurances du Burkina IARDT, d'essayer d'en comprendre la configuration.

CHAPITRE I : PRESENTATION DE L'ETAT C9

Les entreprises d'assurances comme toutes les autres entreprises classiques tiennent une comptabilité conformément à ce qu'exige et impose leur réglementation en la matière. Mais il se trouve qu'en plus du bilan, du compte d'exploitation générale, du compte de pertes et profits et du compte de résultat en instance d'affectation, les sociétés d'assurances doivent produire des « états modèles » prévus par la section IV - Chapitre III du livre IV du code CIMA dont l'état C9.

Ces « états modèles » trouvent leur fondement dans le fait que la gestion d'une entreprise d'assurances diffère rigoureusement de celle des entreprises classiques.

En effet certains phénomènes conditionnent fortement la particularité de la gestion des entreprises d'assurances. Ce sont entre autres :

- l'inversion du cycle de production (la méconnaissance lors de l'émission de la cotisation de la charge réelle finale supportée par l'assureur),
- le décalage parfois important entre la survenance du sinistre et son règlement effectif et complet,
- -la faible variation de la part des commissions et frais généraux.

D'où la mise en place et la confection d'états appropriés, connus sous le nom « états modèles », qui puissent permettre d'une part, aux dirigeants de suivre et d'assurer principalement la bonne marche de leurs entreprises, d'autre part aux contrôleurs d'être informés sur l'évolution des compagnies d'assurance de leur marché et de prévoir à cet effet les réorientations et redressements éventuels à effectuer par ces dernières.

Dans ce chapitre, nous proposons de décrire et d'expliquer la configuration de l'état C9 qui a particulièrement retenu notre attention pour les raisons énoncées plus haut (section 1) et d'exposer les principaux caractères dudit état (section 2).

Section 1: **MODELE DE L'ETAT C9**

L'état C9 comme la plupart des « états modèles » est un tableau de plusieurs cellules qui doivent contenir des informations sous forme de chiffres. Ces cellules sont à renseigner selon des rubriques précises.

I°) TRACE DE L'ETAT C9

Le tableau de l'état C9, conformément aux dispositions du code CIMA, prévu à la page 292 a pour titre « ventilation par exercice de souscription et par branche des primes arriérées, encaissements et annulations ».Il comprend quelques lignes et colonnes et est tracé comme suit :

| Exercice d'inventaire | Exercice de souscription | | | | | | | | | |
|--------------------------|--------------------------|------|------|------|------|-----|-------|--|--|--|
| | | N -4 | N -3 | N -2 | N -1 | N | TOTAL | | | |
| | (1) Emissions | | | | | | | | | |
| | (2) Annulations | | xxx | xxx | xxx | xxx | | | | |
| N -4 | (3) Encaissements | | | | | | | | | |
| | Arriérés (1)-(2)-(3) | | | | | | | | | |
| | (1) Emissions | | | | | | | | | |
| | (2) Annulations | | | xxx | xxx | xxx | | | | |
| N -3 | (3) Encaissements | | | | | | | | | |
| | Arriérés (1)-(2)-(3) | | | | | | | | | |
| | (1) Emissions | | | | | | | | | |
| | (2) Annulations | | | | xxx | xxx | | | | |
| N -2 | (3) Encaissements | | | | | | | | | |
| | Arriérés (1)-(2)-(3) | | | | | | | | | |
| | (1) Emissions | | | | | | | | | |
| | (2) Annulations | | | | | xxx | | | | |
| N -1 | (3) Encaissements | | | | | | | | | |
| | Arriérés (1)-(2)-(3) | | | | | | | | | |
| | (1) Emissions | | | | | | | | | |
| | (2) Annulations | | | | | | | | | |
| N | (3) Encaissements | | | | | | | | | |
| | Arriérés (1)-(2)-(3) | | | | | | | | | |

Une bonne compréhension du tracé de l'état C9 nécessite que soient définies ses différentes rubriques.

II°) COMMENTAIRES ET EXPLICATIONS DES RUBRIQUES DE L'ETAT C9

La deuxième colonne de l'état C9 présente quatre rubriques ainsi qu'il suit :

1°) LES EMISSIONS:

Elles correspondent au cumul des primes hors taxes qui ont été émises, pour le compte d'un exercice de souscription donné, jusqu'au dernier exercice inventorié.

Ces primes émises hors taxes comprennent les primes payables d'avance de l'exercice d'inventaire, les primes payables à terme échu et les primes acquises non émises des exercices antérieurs.

Le montant total des émissions (déduction faite des émissions de l'exercice d'inventaire précédent) net d'annulations y compris les accessoires ou coûts de police est encore appelé chiffre d'affaires hors taxes. Les émissions sont généralement effectuées au siège de la compagnie avec une partie provenant des intermédiaires en assurances.

2°) LES ANNULATIONS:

Elles sont constituées de toutes les primes qui ont été annulées au cours des exercices d'inventaire (n, n-1, n-2 etc.). Les annulations peuvent résulter de diverses raisons telles que les erreurs et/ou omissions dans les saisies des primes à émettre, les résiliations de contrats faites par les assureurs ou les assurés etc. Les annulations sont uniquement effectuées au siège de la compagnie d'assurances, l'UAB/IARDT.

3°) LES ENCAISSEMENTS:

Les encaissements équivalent au montant total tous exercices confondus (exercice inventorié et exercices d'inventaire antérieurs) des primes qui ont été encaissées c'est-à-dire payées par les assurés à la compagnie d'assurances. Les encaissements proviennent des intermédiaires ou du siège de la compagnie et sont des montants de primes versées en espèces, par chèque, par compensation ou autres moyens de paiements comme les lettres de change.

4°) LES ARRIERES DE PRIMES :

Ce sont les primes d'assurances tous exercices d'inventaire confondus qui restent impayées au 31 décembre de l'exercice inventorié. Ils représentent le stock de primes émises qui n'a pas pu être encaissé à une date d'inventaire donné pour un exercice de souscription précis.

Ces quatre rubriques typiques à l'état C9 appréhendées, il sied d'examiner ses caractéristiques fondamentales.

<u>Section 2</u>: <u>CARACTERISTIQUES DE L'ETAT C9</u>

Deux utilités principales de l'état C9 peuvent être identifiées. Il s'agit des usages possibles de l'état C9 sur le plan des statistiques et sous l'angle d'outil de gestion pour l'entreprise.

I°) L'ETAT C9 COMME ETAT STATISTIQUE

L'état C9 tel que présenté ci-dessus devra être établi au 31 décembre de chaque exercice d'inventaire pris isolément ou séparément et contenir dans le même temps des informations sur plusieurs exercices (exercices de souscription et exercices d'inventaire).

Il renfermera donc d'année en année, différentes données qui constitueront au fil des ans des sources de référence en matière statistique.

La statistique dégagée à partir de l'état C9 pourrait non seulement servir à la compagnie qui l'a élaborée mais aussi à l'ensemble du marché concerné (zone CIMA par exemple) pour des éventuelles études comparatives.

A titre illustratif du besoin des chiffres de l'état C9 pour des fins statistiques, nous pouvons dire que des estimations d'annulations probables sur les primes arriérées à la fin d'un exercice pour le calcul des provisions pour annulations de primes, peuvent être faites sur la base des données collectées dans le cadre de la confection de l'état C9.

Plus qu'une simple source statistique de données, l'état C9 intéresse à une autre fin les responsables de l'entreprise d'assurances notamment ceux du contrôle de gestion, ceux du recouvrement et la Direction Générale.

II°) L'ETAT C9 COMME INSTRUMENT DE CONTROLE DE GESTION

Une compagnie d'assurances détient en principe en matière de contrôle de gestion une série de tableaux de bord. Les tableaux de bord sont des outils, instruments ou documents statistiques et comptables qui servent à mesurer les principaux indicateurs techniques, économiques et financiers de l'entreprise, permettant ainsi à ses dirigeants de suivre son évolution afin de pouvoir prendre des décisions idoines au moment opportun et/ou de mener des actions correctives (définition du cours de contrôle de gestion 2003 IIA, YEATMAN Jérôme).

La définition ci-dessus englobe bel et bien l'état C9 en tant que document à caractère prioritairement statistique et nous permet d'établir le rôle de tableau de bord que peut jouer l'état C9 et les autres « états modèles ».

L'état C9 dans sa présentation pourrait être adaptée et confectionné pour des périodicités trimestrielles et semestrielles dans le souci d'analyser à temps les écarts observés et d'agir efficacement pour atteindre les objectifs à court terme qui auraient été fixés.

Par exemple, un tableau de bord pouvant dériver de l'état C9 et permettre une autre exploitation des données, peut se présenter comme suit :

| Montant des arriérés au(date 1) jusqu'à 3 mois de 3 à 12 mois de plus d'un an TOTAL Encaissements du(date 1) sur les arriérés jusqu'à 3 mois de 3 à 12 mois de plus d'un an TOTAL Annulations du(date 1)au multiple de l'un an date 2) sur les arriérés jusqu'à 3 mois de 3 à 12 mois de plus d'un an TOTAL | BRANCHES | AUTOMOBILE | INCENDIE | TRANSPORT | RISQUES | TOTAL |
|---|---------------------------------|------------|----------|-----------|---------|-------|
| Montant des arriérés au(date 1) jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Encaissements du(date 1) au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 9 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Annulations du(date 1)au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de 9 à 3 12 mois - de plus d'un an TOTAL Arriérés résiduels au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de 9 à 3 12 mois - de 9 à 3 12 mois - de 3 à 12 mois - de 9 lus d'un an | | | | | | IOIAL |
| - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Encaissements du(date 1) au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Annulations du(date 1)au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Arriérés résiduels au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de 9lus d'un an | Montant des arriérés au(date 1) | | | | DIVERS | |
| - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Encaissements du(date 1) au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Annulations du(date 1)au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Arriérés résiduels au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de 9lus d'un an | - jusqu'à 3 mois | | | | | |
| TOTAL Encaissements du(date 1) au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Annulations du(date 1)au | - de 3 à 12 mois | | | | | |
| Encaissements du(date 1) au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de plus d'un an TOTAL Annulations du(date 1)au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Arriérés résiduels au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de 3 à 12 mois - de 9 lus d'un an | - de plus d'un an | | | | | |
| au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Annulations du(date 1)au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Arriérés résiduels au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an | TOTAL | | | | 8 | |
| au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Annulations du(date 1)au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Arriérés résiduels au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an | Encaissements du(date 1) | | | | | |
| - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Annulations du(date 1)au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Arriérés résiduels au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an | au(date 2) sur les arriérés | | | | | |
| - de plus d'un an TOTAL Annulations du(date 1)au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Arriérés résiduels au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an | | | | | | |
| Annulations du(date 1)au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Arriérés résiduels au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an | | | | | | |
| Annulations du(date 1)au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Arriérés résiduels au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an | | | | | | |
| (date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Arriérés résiduels au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an | TOTAL | | | | | |
| - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Arriérés résiduels au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an | Annulations du(date 1)au | | | | | |
| - de 3 à 12 mois - de plus d'un an TOTAL Arriérés résiduels au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an | | | | | | |
| - de plus d'un an TOTAL Arriérés résiduels au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an | | | | | | |
| TOTAL Arriérés résiduels au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an | | | | | | |
| Arriérés résiduels au(date 2) sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an | | | | | | |
| sur les arriérés - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an | | | | | | |
| - jusqu'à 3 mois - de 3 à 12 mois - de plus d'un an | Arriérés résiduels au(date 2) | | | | | |
| - de 3 à 12 mois - de plus d'un an | | | | | | |
| - de plus d'un an | | | | | | |
| | 1 | | | | | |
| IOTAL | | | | | | |
| | IOTAL | | | | | _ |

| Ce tableau | de bord peut | être intitulé : | Evolution du stock des primes |
|------------|------------------------|-----------------|--------------------------------------|
| arriérées | riérées depuis le(date | | 1)(date |
| 2) | | | |

Mais avant de procéder à des analyses sur la base d'un ensemble de ce type de tableaux de bord, il serait judicieux de construire en premier lieu le tableau de bord réglementaire qu'est l'état C9.

CHAPITRE II : ETAT C9 ET SITUATION DES ARRIERES DE PRIMES DE L'UNION DES ASSURANCES DU BURKINA IARDT

Les comptes annuels d'une compagnie d'assurances à la clôture d'un exercice d'inventaire donné plus les états comptables et statistiques s'y rattachant sont produits en début ou au cours de l'exercice suivant ledit exercice d'inventaire.

Ces comptes et états sont en principe montés dans les compagnies d'assurances de façon collégiale par les directions, départements et/ou services informatiques, techniques, comptables et financiers. Ils doivent au préalable, être soumis à l'assemblée générale et certifiés soit par le président du conseil d'administration ou le président du directoire ou le directeur général unique dans les sociétés anonymes, soit par le directeur et par le président du conseil d'administration dans les sociétés d'assurance mutuelle et les sociétés à formes tontinières, soit par le mandataire général ou son représentant légal dans les entreprises étrangères.

C'est lorsque toutes ces conditions sont réunies que lesdits documents³ doivent être transmis par les entreprises d'assurances au Ministre en charge des assurances dans l'état membre et à la Commission Régionale de Contrôle des Assurances, dans les trente jours qui suivent la réunion de leur assemblée générale et au plus tard le 1^{er} août de chaque année. Il convient néanmoins de noter les cas dérogatoires des articles 428 et 429 du code CIMA.

L'état C9 comme la plupart des états comptables et statistiques, obéit à ces règles et pratiques. Il faut noter cependant que dans sa confection (à la clôture d'un exercice donné), il présente une différence, d'avec la plupart des autres états, qui réside dans le fait qu'il prenne en compte les cinq derniers exercices, de souscription et d'inventaire respectivement en ligne et en colonne.

Cette différence est déterminante et permet l'orientation dans la collecte des données et chiffres pour la fabrication de l'état C9 (section 1).

A l'issue de la confection de l'état C9, une autre lisibilité des primes arriérées voudrait que l'on procède de manière distincte à leur répartition et à leur classification par unité de gestion (structure de production), par ancienneté de période et par branche (section 2).

³ Documents énumérés aux articles 422 et 423 du code CIMA

Section 1 : CONFECTION DE L'ETAT C9 DE L'UNION DES ASSURANCES DU BURKINA/IARDT (UAB/IARDT) :

I°) <u>PROCEDES D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT C9 DE L'UAB/IARDT : RECHERCHE ET COLLECTE DES DONNEES</u>

Nous relèverons ici les opérations nécessaires à la confection de l'état C9 notamment la recherche et la collecte des données à inscrire dans ses différentes lignes et colonnes.

1°) 1ère Ligne: Emissions

Elles ont été relevées dans les livres auxiliaires encore appelés LXE au 31 décembre de chacun des exercices d'inventaire concernés. Ces livres ressortent exactement les primes émises et les accessoires ou coûts de polices par exercice de souscription. Les dites émissions se composent des primes émises et des accessoires ou coûts de polices et sont cumulées d'un exercice d'inventaire à l'autre.

2°) 2ème Ligne: Annulations

Celles-ci figurent également dans les livres auxiliaires et sont aussi bien déterminées par exercice d'inventaire que par exercice de souscription comme les primes émises. Le montant des annulations est une somme des annulations de primes et des annulations d'accessoires ou coûts de polices et représente un cumul de chiffres des exercices d'inventaire (antérieurs plus inventorié).

3°) 3ème Ligne: Encaissements

Les données relatives aux encaissements de primes ont été extraites des bordereaux de production et d'encaissements des exercices d'inventaire (1999 à 2003). Il importait de retraiter ces données en procédant à des tris par filtrage automatique par branche et par exercice de souscription en fonction de chaque exercice d'inventaire. Les contre-passations (annulations d'encaissements) et les remboursements (ristournes) n'ont pas pu être déduits des montants des encaissements. Les dits montants constituent des cumuls des exercices d'inventaire antérieurs et inventorié.

4°) 4ème Ligne: Arriérés

Ils résultent de la double opération de soustraction, entre les émissions, les annulations et les encaissements. Ce montant représente les arriérés de primes cumulés de plusieurs exercices au 31 décembre d'un exercice d'inventaire précis.

II°) ETAT C9 CONFECTIONNE

(VENTILATION PAR BRANCHE ET PAR EXERCICE DE SOUSCRIPTION DE PRIMES ARRIEREES, ENCAISSEMENTS ET ANNULATIONS)

BRANCHE 1: DOMMAGES CORPORELS

| | BRANCHE 1 : DOMMAGES CORPORELS (INDIVIDUELLE ACCIDENTS ET MALADIE) | | | | | | | | | |
|--------------------------|---|----------------------|-------------|-------------|------------|------------|------------|-------------|--|--|
| | | | EXERCICE DE | SOUSCRIPTIO | N | | | | | |
| | | | 1 999 | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2 003 | TOTAL | | |
| | | (1) Emissions | 22 622 300 | | | | | 22 622 300 | | |
| | 1999 | (2) Annulations | 43 840 | | | | | 43 840 | | |
| | | (3) Encaissements | 20 400 480 | 16. 15. 15. | 温度 电通 | | | 20 400 480 | | |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 2 177 980 | 2 2 3 | | | 9 8 8 8 | 2 177 980 | | |
| | 2000 | (1) Emissions | 22 622 300 | 10 733 828 | | 表列表。 | (| 33 356 128 | | |
| , | | (2) Annulations | 43 840 | 33 600 | | | | 77 440 | | |
| | | (3) Encaissements | 21 217 740 | 10 700 228 | | | | 31 917 968 | | |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 1 360 720 | 0 | | 250 | | 1 360 720 | | |
| | 2001 | (1) Emissions | 22 622 300 | 10 733 828 | 26 690 497 | | | 60 046 625 | | |
| EXERCICE D'INVENTAIRE | | (2) Annulations | 43 840 | 33 600 | 7 953 800 | | | 8 031 240 | | |
| DINVENTALKE | | (3) Encaissements | 21 217 740 | 10 700 228 | 18 736 697 | 集工工具 | | 50 654 665 | | |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 1 360 720 | 0 | 0 | | | 1 360 720 | | |
| | | (1) Emissions | 22 622 300 | 10 733 828 | 26 690 497 | 24 945 046 | | 84 991 671 | | |
| | 2002 | (2) Annulations | 43 840 | 33 600 | 7 953 800 | 4 440 | | 8 035 680 | | |
| 1 | | (3) Encaissements | 21 217 740 | 10 700 228 | 18 736 697 | 20 731 067 | | 71 385 732 | | |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 1 360 720 | 0 | 0 | 4 209 539 | | 5 570 259 | | |
| | | (1) Emissions | 22 622 300 | 10 733 828 | 26 690 497 | 25 203 174 | 99 770 218 | 185 020 017 | | |
| | | (2) Annulations | 43 840 | 33 600 | 7 953 800 | 4 440 | 35 413 416 | 43 449 096 | | |
| | | (3) Encaissements | 21 217 740 | 10 700 228 | 18 736 697 | 22 337 233 | 22 921 045 | 95 912 943 | | |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 1 360 720 | 0 | 0 | 2 861 501 | 41 435 757 | 45 657 978 | | |

BRANCHE 2 : INCENDIE ET RISQUES ANNEXES

| | DRANGUE O THORNES OF THORNES OF THORNES | | | | | | | | | | | |
|--------------|---|--------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--|--|--|--|
| | BRANCHE 2 : INCENDIE ET RISQUES ANNEXES | | | | | | | | | | | |
| | | EXERCICE DE SOUSCRIPTION | | | | | | | | | | |
| | | 1999 2000 2001 2002 2003 | | | | | | | | | | |
| | | (1) Emissions | 167 148 966 | | | | | 167 148 966 | | | | |
| | 1999 | (2) Annulations | 20 332 190 | 正常 伊斯 | | | | 20 332 190 | | | | |
| | | (3) Encaissements | 101 520 830 | | | | 457 | 101 520 830 | | | | |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 45 295 946 | | | | | 45 295 946 | | | | |
| | | (1) Emissions | 168 863 291 | 139 006 498 | 100 | | | 307 869 789 | | | | |
| | 2000 | (2) Annulations | 20 368 390 | 15 297 594 | | | | 35 665 984 | | | | |
| | | (3) Encaissements | 128 237 583 | 27 956 204 | | dea Table | | 156 193 787 | | | | |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 20 257 318 | 95 752 700 | | | 1112000 | 116 010 018 | | | | |
| | | (1) Emissions | 168 873 291 | 138 360 193 | 167 480 677 | | | 474 714 161 | | | | |
| EXERCICE | 2001 | (2) Annulations | 20 924 828 | 15 985 868 | 18 740 096 | 表 企业数 | | 55 650 792 | | | | |
| D'INVENTAIRE | | (3) Encaissements | 134 085 931 | 45 999 217 | 90 869 221 | | | 270 954 369 | | | | |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 13 862 532 | 76 375 108 | 57 871 360 | 250.250 | A 4 | 148 109 000 | | | | |
| | | (1) Emissions | 168 873 291 | 138 392 688 | 174 842 750 | 179 322 025 | | 661 430 754 | | | | |
| - | 2002 | (2) Annulations | 20 924 828 | 15 985 868 | 23 997 283 | 21 380 159 | | 82 288 138 | | | | |
| | | (3) Encaissements | 134 081 165 | 46 670 383 | 102 543 753 | 40 014 548 | | 323 309 849 | | | | |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 13 867 298 | 75 736 437 | 48 301 714 | 117 927 318 | | 255 832 767 | | | | |
| | | (1) Emissions | 168 873 291 | 138 392 688 | 175 364 003 | 195 451 957 | 190 203 350 | 868 285 289 | | | | |
| | 2003 | (2) Annulations | 20 924 828 | 15 985 868 | 24 110 467 | 23 199 225 | 29 886 595 | 114 106 983 | | | | |
| | | (3) Encaissements | 134 081 165 | 46 670 383 | 111 945 888 | 48 018 325 | 40 256 009 | 380 971 770 | | | | |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 13 867 298 | 75 736 437 | 39 307 648 | 124 234 407 | 120 060 746 | 373 206 536 | | | | |

BRANCHE 3: DOMMAGES AUX BIENS

| | BRAN | CHE 3 : DOMMAGES A | UX BIENS | | | | | | | | |
|--------------------------|------|----------------------|--------------------------|------------|------------|--------------|------------|-------------|--|--|--|
| | | | EXERCICE DE SOUSCRIPTION | | | | | | | | |
| | | | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | TOTAL | | | |
| | | (1) Emissions | 13 302 446 | | 1.76.762.7 | 6 Bu Bu | 2 5 1 | 13 302 446 | | | |
| | 1999 | (2) Annulations | | | 42 42 4 | | | 0 | | | |
| | | (3) Encaissements | 8 817 216 | | | 6.81.71 | | 8 817 216 | | | |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 4 485 230 | | | | Section 1 | 4 485 230 | | | |
| | | (1) Emissions | 13 302 446 | 12 923 321 | | to The The | | 26 225 767 | | | |
| | 2000 | (2) Annulations | | | | 204,040 | | 0 | | | |
| | | (3) Encaissements | 12 937 216 | 5 170 000 | 4 2 2 | | 化 株 法 | 18 107 216 | | | |
| | 4 | Arriérés (1)-(2)-(3) | 365 230 | 7 753 321 | | | | 8 118 551 | | | |
| | 2001 | (1) Emissions | 13 302 446 | 12 923 321 | 17 619 197 | 1 (883.49.74 | | 43 844 964 | | | |
| EXERCICE D'INVENTAIRE | | (2) Annulations | | | 117 195 | | | 117 195 | | | |
| DINVENTALKE | | (3) Encaissements | 12 937 216 | 10 458 208 | 8 150 002 | | | 31 545 426 | | | |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 365 230 | 2 465 113 | 9 352 000 | Elizabeth (| 45 Shake | 12 182 343 | | | |
| | | (1) Emissions | 13 302 446 | 12 923 321 | 17 782 647 | 18 356 583 | | 62 364 997 | | | |
| | 2002 | (2) Annulations | | | 280 645 | | 1.5 % | 280 645 | | | |
| | | (3) Encaissements | 12 937 216 | 10 577 208 | 8 150 002 | 2 556 087 | | 34 220 513 | | | |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 365 230 | 2 346 113 | 9 352 000 | 15 800 496 | | 27 863 839 | | | |
| Cast II | | (1) Emissions | 13 302 446 | 12 923 321 | 17 782 647 | 18 356 583 | 50 684 932 | 113 049 929 | | | |
| | 2003 | (2) Annulations | | | 280 645 | * | - | 280 645 | | | |
| a | | (3) Encaissements | 12 937 216 | 10 577 208 | 8 595 002 | 2 556 087 | 12 564 699 | 47 230 212 | | | |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 365 230 | 2 346 113 | 8 907 000 | 15 800 496 | 38 120 233 | 65 539 072 | | | |

BRANCHE 4: AUTOMOBILE

| | BRAN | CHE 4 : AUTOMOBILE | | | | | | |
|--------------|------|----------------------|-------------|---------------|---------------|-------------|----------------|---------------|
| Ī | | | | E | XERCICE DE SO | DUSCRIPTION | | |
| | | | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | TOTAL |
| | | (1) Emissions | 679 777 586 | | | | | 679 777 586 |
| | 1999 | (2) Annulations | 21 744 676 | | | | | 21 744 676 |
| | | (3) Encaissements | 564 618 871 | | | | | 564 618 871 |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 93 414 039 | | | | | 93 414 039 |
| | 2000 | (1) Emissions | 687 343 087 | 703 805 202 | | 3.0 | | 1 391 148 289 |
| | | (2) Annulations | 24 563 791 | 10 453 012 | | 18. | | 35 016 803 |
| | | (3) Encaissements | 622 324 057 | 503 517 049 | 1000 | all state | e de la lactio | 1 125 841 106 |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 40 455 239 | 189 835 141 | | | | 230 290 380 |
| | 2001 | (1) Emissions | 841 444 918 | 1 033 845 775 | 851 220 188 | 直接 | 1416 | 2 726 510 881 |
| EXERCICE | | (2) Annulations | 178 374 950 | 342 325 632 | 163 943 536 | | | 684 644 118 |
| D'INVENTAIRE | | (3) Encaissements | 635 863 284 | 632 509 799 | 424 529 396 | 36. 3 | | 1 692 902 479 |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 27 206 684 | 59 010 344 | 262 747 256 | 100 | 12.0 | 348 964 284 |
| | | (1) Emissions | 841 444 918 | 1 033 845 003 | 883 579 645 | 821 198 586 | | 3 580 068 152 |
| | 2002 | (2) Annulations | 178 374 950 | 342 398 530 | 172 398 128 | 10 763 601 | | 703 935 209 |
| | | (3) Encaissements | 638 604 426 | 642 978 266 | 610 119 324 | 493 553 154 | 2 10 4 | 2 385 255 170 |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 24 465 542 | 48 468 207 | 101 062 193 | 316 881 831 | | 490 877 773 |
| | 7. | (1) Emissions | 841 435 278 | 1 033 711 243 | 883 547 002 | 865 107 109 | 1 031 529 712 | 4 655 330 344 |
| | 2003 | (2) Annulations | 178 374 950 | 342 398 530 | 172 398 128 | 10 763 601 | 7 109 194 | 711 044 403 |
| - | | (3) Encaissements | 639 139 265 | 650 315 052 | 608 745 056 | 657 631 630 | 505 310 023 | 3 061 141 026 |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 23 921 063 | 40 997 661 | 102 403 818 | 196 711 878 | 519 110 495 | 883 144 915 |

BRANCHE 5 : TRANSPORT

| | BRAN | CHE 5 : TRANSPORT | | | | | | |
|--------------------------|------|----------------------|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|-------------|
| | | | | E | XERCICE DE S | OUSCRIPTION | | |
| | | | 1 999 | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2 003 | TOTAL |
| | | (1) Emissions | 266 578 814 | | | | | 266 578 814 |
| | 1999 | (2) Annulations | 80 446 609 | | | | | 80 446 609 |
| | | (3) Encaissements | 83 864 264 | | | | | 83 864 264 |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 102 267 941 | | | | | 102 267 941 |
| | 2000 | (1) Emissions | 269 062 943 | 164 852 171 | 0.00 | | | 433 915 114 |
| | | (2) Annulations | 80 623 109 | 46 114 212 | | | | 126 737 321 |
| | | (3) Encaissements | 99 836 612 | 52 237 891 | | | | 152 074 503 |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 88 603 222 | 66 500 068 | | | | 155 103 290 |
| | 2001 | (1) Emissions | 269 711 072 | 165 048 808 | 122 509 119 | | | 557 268 999 |
| EXERCICE D'INVENTAIRE | | (2) Annulations | 80 623 109 | 46 501 913 | 632 613 | | | 127 757 635 |
| DINVENTALKE | | (3) Encaissements | 102 096 570 | 64 711 718 | 72 991 400 | | | 239 799 688 |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 86 991 393 | 53 835 177 | 48 885 106 | | | 189 711 676 |
| | | (1) Emissions | 272 671 998 | 165 048 808 | 122 027 769 | 169 738 310 | | 729 486 885 |
| | 2002 | (2) Annulations | 81 469 088 | 46 501 913 | 632 613 | 2 979 154 | | 131 582 768 |
| | | (3) Encaissements | 180 504 566 | 92 861 975 | 93 261 926 | 84 006 907 | | 450 635 374 |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 10 698 344 | 25 684 920 | 28 133 230 | 82 752 249 | | 147 268 743 |
| | 2003 | (1) Emissions | 272 671 998 | 164 957 462 | 122 027 769 | 170 917 440 | 147 596 379 | 878 171 048 |
| | | (2) Annulations | 81 469 088 | 46 501 913 | 632 613 | 2 979 154 | 887 515 | 132 470 283 |
| | | (3) Encaissements | 180 593 566 | 92 861 975 | 96 218 751 | 118 717 495 | 75 492 631 | 563 884 418 |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 10 609 344 | 25 593 574 | 25 176 405 | 49 220 791 | 71 216 233 | 181 816 347 |

BRANCHE 6 : RESPONSABILITE CIVILE

| | BRAN | CHE 6 : RESPONSABII | LITE CIVILE | | | | | |
|--------------------------|------|----------------------|-------------|------------|--------------|-------------|------------|-------------|
| | | | | E | XERCICE DE S | OUSCRIPTION | | |
| | | | 1 999 | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2 003 | TOTAL |
| | | (1) Emissions | 27 834 958 | | | | | 27 834 958 |
| | 1999 | (2) Annulations | 2 836 000 | | | 1441.5 | | 2 836 000 |
| | | (3) Encaissements | 20 279 107 | | | 1000 | | 20 279 107 |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 4 719 851 | | | 4.0 | | 4 719 851 |
| | | (1) Emissions | 30 085 271 | 19 683 291 | | | | 49 768 562 |
| | 2000 | (2) Annulations | 2 936 000 | 1 015 000 | | | | 3 951 000 |
| | | (3) Encaissements | 26 917 266 | 15 456 962 | | | | 42 374 228 |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 232 005 | 3 211 329 | | | | 3 443 334 |
| | | (1) Emissions | 36 412 642 | 26 175 741 | 14 565 581 | | | 77 153 964 |
| EXERCICE D'INVENTAIRE | 2001 | (2) Annulations | 2 936 000 | 1 060 000 | 2 192 000 | | | 6 188 000 |
| DINVENTALKE | | (3) Encaissements | 33 476 642 | 22 599 412 | 9 526 307 | 4-31-46 | | 65 602 361 |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 0 | 2 516 329 | 2 847 274 | 1.00 | | 5 363 603 |
| | | (1) Emissions | 36 412 642 | 26 175 741 | 14 729 031 | 18 826 118 | | 96 143 532 |
| | 2002 | (2) Annulations | 2 936 000 | 1 060 000 | 4 023 200 | 455 000 | | 8 474 200 |
| | | (3) Encaissements | 33 476 642 | 22 649 412 | 10 705 831 | 9 287 245 | | 76 119 130 |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 0 | 2 466 329 | 0 | 9 083 873 | | 11 550 202 |
| | | (1) Emissions | 36 412 642 | 26 175 741 | 14 734 031 | 25 056 813 | 82 301 229 | 184 680 456 |
| | | (2) Annulations | 2 936 000 | 1 060 000 | 5 523 200 | 455 000 | 432 154 | 10 406 354 |
| | | (3) Encaissements | 33 476 642 | 22 649 412 | 9 210 831 | 15 731 661 | 78 779 909 | 159 848 455 |
| | | Arriérés (1)-(2)-(3) | 0 | 2 466 329 | 0 | 8 870 152 | 3 089 166 | 14 425 647 |

L'on peut donc percevoir au niveau de la colonne « TOTAL » de l'état C9 confectionné les montants cumulés d'arriérés de primes obtenus, par exercice de souscription et par exercice d'inventaire. Mais, pour une autre lisibilité des primes arriérées, il conviendrait de s'intéresser à leurs caractéristiques.

<u>Section 2</u>: <u>TYPOLOGIE DES PRIMES ARRIEREES</u>

L'état C9 confectionné permettant d'obtenir les stocks et montants globaux par exercice d'inventaire et par exercice de souscription, la faisabilité d'une étude avec des analyses plus poussées et approfondies des primes arriérées voudrait que l'on puisse au préalable les classifier par unité de gestion (structure de production), par type d'ancienneté (de période) et par branche.

C'est cette classification suivie de commentaires qui constitue une sorte d'étude spécifique et préliminaire des primes arriérées que l'on pourrait appeler typologie. Elle se fera à partir des bordereaux de primes impayées (en arriérés) et de ristournes dues au 31 décembre de l'exercice inventorié 2003.

Ainsi pour la confection des tableaux correspondant à cette typologie, il faut procéder à la collecte des données sur la base de ces listings (bordereaux) en ventilant lesdites données par unité de gestion (structure de production), par branche et en trois sous classes d'ancienneté de période :

- arriérées de primes dont la durée est inférieure ou égale à 12 mois ;
- arriérées de primes dont la durée est entre plus de 12 mois et moins de 24 mois ;
- arriérées de primes dont la durée est supérieure ou égale à 24 mois.

Les chiffres présentés dans les tableaux qui suivent, prennent en compte les taxes pour deux raisons :

- la première est que les acomptes que nous avons considérés sont des encaissements (totaux et/ou partiels) sur des primes totales (primes toutes taxes comprises);
- la deuxième serait qu'il est nécessaire dans cette étape de notre étude de se faire une idée sur les niveaux d'arriérés de primes toutes taxes comprises car les taxes non payées par les assurés à la compagnie restent également en arriérés (surtout qu'elles sont exigibles par l'état dès leur émission).

La conception desdits tableaux donnera des informations (I) à exploiter dans nos commentaires (II).

I) ETAT AU 31 DECEMBRE 2003 DES PRIMES ARRIEREES DE L'UAB/IARDT

PRIMES IMPAYEES (ARRIEREES) TOUTES TAXES COMPRISES PAR UNITE DE GESTION, PAR ANCIENNETE ET PAR BRANCHE

| ANCIEN- NETE | PRIMES IM | PAYEES (ARF | RIEREES) TOUT | ES TAXES CO | MPRISES NE | TS D'ACOMPT | ES ET DE R | ISTOURNES | | | | |
|---------------------------|---------------------------------|-------------|---------------------|-------------------|-----------------|--|--------------------------|------------|--|--|--|--|
| EN NOM- BRE DE MOIS | OUAGA/ SIEGE | AGENCE BOBO | AGENCE KOUDOUGOU | AGENCE BANFORA | AGENCE KAYA | AGENCE ZONE COMMER- CIALE OUAGA- DOUGOU | AGENCE DIEBOU- GOU | TOTAL | | | | |
| | BRANCHE 1 (DOMMAGES CORPORELS) | | | | | | | | | | | |
| 1-12 | 11 602 664 | 144 746 | 0 | 0 | 301024 | 31890506 | 57344 | 43996284 | | | | |
| 13-24 | 6 046 979 | 0 | 0 | 0 | 0 | 181779 | 0 | 6228758 | | | | |
| Plus de 24 | 8 369 236 | 1 463 420 | 0 | 0 | 0 | 95088 | 0 | 9927744 | | | | |
| Total | 26 018 879 | 1 608 166 | 0 | 0 | 301024 | 32167373 | 57344 | 60152786 | | | | |
| | BRANCHE 2 (INCENDIE) | | | | | | | | | | | |
| 1-12 | 76 265 941 | 1 920 638 | 660 260 | 0 | 0 | 31215632 | 0 | 110062471 | | | | |
| 13-24 | 93 866 681 | 39 665 | 0 | 0 | 0 | 4987297 | 0 | 98893643 | | | | |
| Plus de 24 | 176 149 983 | 196 144 | 2 433 146 | 0 | 0 | 1047659 | 0 | 179826932 | | | | |
| Total | 346 282 605 | 2 156 447 | 3 093 406 | 0 | 0 | 37250588 | 0 | 388783046 | | | | |
| | BRANCHE 3 (DOMMAGES AUX BIENS) | | | | | | | | | | | |
| 1-12 | 40 576 431 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1131664 | 0 | 41708095 | | | | |
| 13-24 | 15 555 718 | 0 | 0 | 0 | 0 | 217688 | 0 | 15773406 | | | | |
| Plus de 24 | 11 720 272 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11720272 | | | | |
| Total | 67 852 421 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1349352 | 0 | 69201773 | | | | |
| | | | BRAN | CHE 4 (AL | JTOMOB | ILE) | | | | | | |
| 1-12 | 45 354 733 | 59 595 799 | 26 292 839 | 5 573 609 | 23460993 | 325885318 | 20202888 | 742612599 | | | | |
| 13-24 | 95 797 530 | 5 057 368 | 19 231 849 | 4 221 991 | 12084044 | 132934569 | 0 | 269327351 | | | | |
| Plus de 24 | 441 725 234 | 26 546 072 | 52 716 847 | 7 277 116 | 2109282 | 20039562 | 0 | 550414113 | | | | |
| Total | 837 756 130 | 91 199 239 | 98 241 419 | 17 072 716 | 37654319 | 478859449 | 20202888 | 1562354063 | | | | |
| | | | BRANG | CHE 5 (TF | RANSPOR | RTS) | | | | | | |
| 1-12 | 45 354 733 | 12 081 554 | 50 855 | 0 | 0 | 21957619 | 0 | 79444761 | | | | |
| 13-24 | 41 285 226 | 3 949 288 | 1 630 861 | 0 | 0 | 11856275 | 0 | 58721650 | | | | |
| Plus de 24 | 128 116 171 | 1 096 003 | 3 662 703 | 0 | 0 | 1446428 | 0 | 134321305 | | | | |
| Total | 214 756 130 | 17 126 845 | 5 344 419 | 0 | 0 | 35260322 | 0 | 272487716 | | | | |
| | | В | RANCHE 6 | (RESPON | ISABILIT | E CIVILE) | 3* | | | | | |
| 1-12 | 3 297 810 | 46 500 | 180 515 | 173 600 | 0 | 1235180 | 5000 | 4938605 | | | | |
| 13-24 | 1 436 272 | 0 | 0 | 173 600 | 0 | 952000 | 0 | 2561872 | | | | |
| Plus de 24 | 7 359 915 | 105 600 | 499265 | 0 | 0 | 390160 | 0 | 8354940 | | | | |
| Total | 12 093 997 | 152 100 | 679 780 | 347 200 | 0 | 2577340 | 5000 | 15855417 | | | | |
| | | | | CUMU | JL | | | | | | | |
| 1-12 | 476 698 732 | 73 789 237 | 27 184 469 | 5 747 209 | 23762017 | 413315919 | 2265232 | 1022762815 | | | | |
| 13-24 | 253 988 406 | 9 046 321 | 20 862 710 | 4 395 591 | 12084044 | 151129608 | 0 | 451506680 | | | | |
| Plus de 24 | 773 440 811 | 29 407 239 | 59 311 961 | 7 277 116 | 2109282 | 23018897 | 0 | 894565306 | | | | |
| Total | 1 504 127 949 | 112 242 797 | 107 359 140 | 17 419 916 | 37955343 | 587464424 | 2265232 | 2368834801 | | | | |

II) COMMENTAIRES SUR L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2003 DES PRIMES ARRIEREES (TOUTES TAXES COMPRISES)

A la lecture du tableau ci-dessus (au I), l'on peut constater le degré d'importance du volume des primes arriérées par unité de gestion, par branche et surtout par ancienneté.

A ce propos des comparaisons sous les trois angles (unité de gestion, branche et ancienneté) peuvent être effectuées dans le but pour la compagnie d'être située sur les catégories et niveaux d'arriérés de primes. Le tableau ci-après en donne une synthèse :

| | | Primes arrié | rées tout | es taxes comprises nets d'acomptes et de ristournes | | | | | | | |
|-----------|---------|--------------|-----------|---|--------|-------------|--------|---------|---------|--|--|
| Branche | | OUAGA SIE | GE | AGENCE BOBO | | AGENCE KOU- | | AGENCE | | | |
| | | | | | | | DOUGOU | | BANFORA | | |
| | Ancien- | Montant | % du | Montant | % du | Montant | % du | Montant | % du | | |
| | neté en | | total | | total | | total | | total | | |
| | mois | | | | | | | | | | |
| | 1-12 | 11602664 | 26,37% | 144746 | 0,33% | 0 | 0% | 0 | 0% | | |
| Branche1 | 13-24 | 6046979 | 97,08% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | | | |
| Diancher | Plus 24 | 8369236 | 84,30% | 1463420 | 14,74% | 0 | | 0 | 0% | | |
| | TOTAL | 26018879 | 43,25% | 1608166 | | 0 | 0% | 0 | 0% | | |
| | 1-12 | 76265941 | | 1920638 | 2,67% | 660260 | 0% | 0 | 0% | | |
| | 13-24 | 93866681 | 69,29% | 39665 | 1,75% | 0 | 0,60% | 0 | 0% | | |
| Branche 2 | Plus 24 | 176149983 | 94,92% | 196144 | 0,04% | 2433146 | 0% | 0 | 0% | | |
| | Total | 346282605 | 97,96% | 2156447 | 0,11% | 3093406 | 1,35% | | 0% | | |
| | 1-12 | 40576431 | 89,07% | 0 | 0,55% | | 0,80% | 0 | 0% | | |
| Branche 3 | 13-24 | | 97,29% | | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | | |
| | | 15555718 | 98,62% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | | |
| | Plus 24 | 11720272 | 100% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | | |
| | Total | 67852421 | 98,05% | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% | | |
| | 1-12 | 45354733 | 6,11% | 59595799 | 8,03% | 26292839 | 3,54% | 5573609 | 0,75% | | |
| Branche 4 | 13-24 | 95797530 | 35,57% | 5057368 | 1,88% | 19231849 | 7,14% | 4221991 | 1,57% | | |
| Dianche 4 | Plus 24 | 441725234 | 80,25% | 26546072 | 4,82% | 52716847 | 9,58% | 7277116 | | | |
| | Total | 837756130 | 53,62% | 91199239 | 5,84% | 98241419 | | 1707271 | 1,32% | | |
| | 1-12 | 45354733 | 57,09% | 12081554 | | 50855 | 6,29% | 0 | 1,09% | | |
| | 13-24 | 41285226 | | 3949288 | 15,21% | 1630861 | 0,06% | 0 | 0% | | |
| Branche 5 | Plus 24 | 128116171 | 70,31% | 1096003 | 6,73% | 3662703 | 2,78% | 0 | 0% | | |
| | Total | 214756130 | 95,38% | 17126845 | 0,82% | 5344419 | 2,73% | 0 | 0% | | |
| Branche 6 | 1-12 | 3297810 | 78,81% | | 6,29% | | 1,96% | | 0% | | |
| | 13-24 | 1436272 | 66,78% | 46500 | 0,94% | 180515 | 3,66% | 173600 | 3,52% | | |
| | | | 56,06% | 0 | 0% | 0 | 0% | 1736000 | 6,78% | | |
| | Plus 24 | 7359915 | 88,09% | 105600 | 1,26% | 499265 | 5,98% | 0 | 0% | | |
| | Total | 12093997 | 76,28% | 152100 | 0,96% | 679780 | 4,29% | 347200 | 2,19% | | |

| | | Primes arriérées toutes taxes comprises nets d'acomptes et de ristournes | | | | | | | | |
|------------|---------|--|--------------|-----------------|------------|-----------|-------|--|--|--|
| Branche | | Agence KA | YA Agence Gé | | nérale | AGENCE | | | | |
| Dranene | | | | zone comn | nerciale | | | | | |
| | | | | ouaga | | DIEBOUGOU | | | | |
| | Ancien- | Montant | % du | Montant | % du total | Montant | % du | | | |
| | nété en | | total | | | | total | | | |
| | mois | E | я. | | | | | | | |
| Branche1 | 1-12 | 301024 | 0,68% | 31890506 | 72,48% | 57344 | 0,13% | | | |
| branchel | 13-24 | 0 | 0% | 181779 | 2,92% | 0 | 0% | | | |
| | Plus 24 | 0 | 0% | 95088 | 0,96% | 0 | 0% | | | |
| | TOTAL | 301024 | 0,50% | 32167373 | 53,48% | 57344 | 0,10% | | | |
| | 1-12 | 0 | 0% | 31215632 | 28,36% | 0 | | | | |
| Branche 2 | 13-24 | 0 | 0% | 4987297 | | 0 | 0% | | | |
| | Plus 24 | 0 | 0% | 1047659 | 5,04% | 0 | 0% | | | |
| | Total | 0 | 0% | 37250588 | 0,58% | 0 | 0% | | | |
| | 1-12 | 0 | | 1131664 | 9,58% | 0 | 0% | | | |
| Branche 3 | 13-24 | 0 | 0% | 217688 | 2,71% | 0 | 0% | | | |
| | Plus 24 | 0 | 0% | 0 | 1,38% | 0 | 0% | | | |
| | Total | 0 | 0% | 1349352 | 0% | | 0% | | | |
| | 1-12 | 23460993 | 0% | Medical Colores | 1,95% | 0 | 0% | | | |
| Branche 4 | 13-24 | 12084044 | 3,16% | 325885318 | 43,88% | 20202888 | 2,72% | | | |
| | Plus 24 | | 4,49% | 132934569 | 49,36% | 0 | 0% | | | |
| | | 2109282 | 0,38% | 20039562 | 3,64% | 0 | 0% | | | |
| | Total | 37654319 | 2,41% | 478859449 | 30,65% | 20202888 | 1,29% | | | |
| Branche 5 | 1-12 | 0 | 0% | 21957619 | 27,64% | 0 | 0% | | | |
| Diancile 5 | 13-24 | 0 | 0% | 11856275 | 20,19% | 0 | 0% | | | |
| | Plus 24 | 0 | 0% | 1446428 | 1,08% | 0 | 0% | | | |
| | Total | 0 | 0% | 35260322 | 12,94% | 0 | | | | |
| | 1-12 | 0 | 0% | 1235180 | 25,01% | 5000 | 0% | | | |
| Branche 6 | 13-24 | 0 | 0% | 952000 | | 0 | 0,10% | | | |
| | Plus 24 | 0 | 0% | 390160 | 37,16% | 0 | 0% | | | |
| | Total | 0 | | 2577340 | 4,67% | 5000 | 0% | | | |
| | L | | 0% | | 16,26% | | 0,03% | | | |

Cette étude comparative met en exergue les montants les plus élevés d'arriérés de primes que l'on retrouve au niveau de la production du siège (OUAGADOUGOU) et de la plus ancienne agence générale (zone commerciale). Mention doit être faite en ce qui concerne les arriérés de primes sur affaires apportées par les courtiers d'assurance. En effet, les arriérées de primes desdites affaires sont comprises dans celles du siège et ne sont pas les moins considérables.

Les montants les plus élevés d'arriérés de primes au niveau du siège sont ceux de la branche 4 (Automobile). Pour la plupart de l'ensemble des six (6) branches, les montants élevés d'arriérés ont une ancienneté de plus de 24 mois. Par contre pour l'agence générale zone commerciale qui vient en deuxième position (après le siège) pour ces montants d'arriérés élevés, lesdits montants sont d'une ancienneté de 13 à 24 mois. Les autres agences ont des niveaux raisonnables d'arriérés de primes.

Nous venons ainsi de faire un état (état C9 et état au 31 décembre 2003) de la question, ce qui permettra d'effectuer les analyses prévues dans la deuxième partie de cette étude.

2^{ème} PARTIE:

NECESSITE ET IMPLICATIONS DE L'ETAT C9

<u>2ème PARTIE: NECESSITE ET IMPLICATIONS DE L'ETAT C9:</u>

Une compagnie d'assurances étant astreinte à se conformer et à établir des états modèles, il va sans dire que les aptitudes à procéder à leur lecture et interprétation sont à forger et à parfaire (Chapitre I). Mieux une bonne appréhension devrait permettre de faire des suggestions après analyses afin de prévoir des résolutions, mesures et actions correctives (Chapitre II) en vue d'atteindre les résultats et objectifs fixés avec une meilleure rentabilité.

CHAPITRE I: ANALYSE DE L'ETAT C9 CONFECTIONNE

L'analyse peut être définie comme une « étude faite en vue de discerner les différentes parties d'un tout, de déterminer ou d'expliquer les rapports qu'elles entretiennent les unes avec les autres »⁴.

L'analyse, c'est aussi la lecture et l'interprétation d'informations éventuellement en vue de tirer des conclusions et/ou d'expliciter les tenants et les aboutissants d'un sujet.

En référence à la définition ci-dessus, il s'agira dans le cadre de nos analyses relatives à l'état C9 confectionné d'aborder ce sujet sous deux angles distincts. Le premier serait de s'intéresser aux relations et/ou corrélations quantitatives et qualitatives de nature réflexive, symétrique ou transitive entre les rubriques de l'état C9 confectionné (Section 1) et le deuxième devra nous amener à nous pencher sur les incidences possibles des arriérés de primes sur certains postes clés de l'entreprise d'assurances (Section 2).

La consistance de chacune de ces analyses passera inconditionnellement par la manipulation de batteries de ratios notamment de valeurs relatives.

L'établissement des ratios et leur exploitation sur plusieurs exercices peuvent revêtir une importance particulière pour un meilleur suivi de certains postes de l'entreprise (comme les primes arriérées) d'une part en tant qu'instrument de diagnostic, d'autre part en tant qu'outil de prévision.

⁴ Définition du dictionnaire Larousse

Section 1:INTERPRETATIONS DES EMISSIONS, ANNULATIONS, ENCAISSEMENTS ET ARRIERES DE PRIMES DE L'ETAT C9 CONFECTIONNE:

Deux approches distinctes d'analyses peuvent être effectuées dans cette section :

- l'approche d'analyse par exercice d'inventaire ;
- l'approche d'analyse par exercice de souscription.

I°) APPROCHE D'ANALYSE PAR EXERCICE D'INVENTAIRE

Il convient pour ce type d'analyse de procéder rubrique par rubrique.

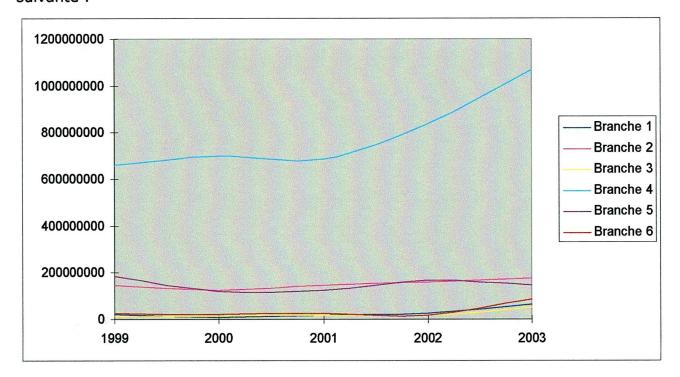
1°) Emissions:

Les chiffres sur les émissions non cumulées (appartenant à chaque exercice d'inventaire) par branche tirés de l'état C9 se présentent comme suit :

| Exercice d'inven- taire | 1999 | 2000 | | 2001 | | 2002 | | 2003 | |
|-------------------------------|---------------|--------------------------|--------|---------------|-----------------------|---------------|-----------------------|---------------|--------------------|
| Emis- sions | montant | montant d'évo- lution | | montant | % d'évo- lution | montant | % d'évo- lution | montant | % d'évo- lution |
| Branche 1 | 22 578 460 | 10 700 228 | -52,60 | 18 736 697 | 75,10 | 24 940 606 | 33,11 | 64 614 930 | 159,07 |
| Branche 2 | 146 816 776 | 125 387 029 | -14,59 | 146 859 564 | 17,12 | 160 079 247 | 9,00 | 175 035 690 | 9,34 |
| Branche 3 | 13 302 446 | 12 923 321 | -2,85 | 17 502 002 | 35,43 | 18 356 583 | 4,88 | 50 684 932 | 176,11 |
| Branche 4 | 658 032 910 | 698 098 576 | 6,08 | 685 735 277 | -1,77 | 834 266 180 | 21,66 | 1 068 152 998 | 28,03 |
| Branche 5 | 186 132 205 | 121 045 588 | -34,97 | 122 333 571 | 1,06 | 168 392 753 | 37,65 | 147 796 648 | -12,23 |
| Branche 6 | 24 998 958 | 20 818 604 | -16,72 | 25 148 402 | 20,79 | 16 703 368 | -33,58 | 86 604 770 | 418,48 |
| TOTAL | 1 051 861 755 | 988 973 346 | -5,98 | 1 016 315 513 | 2,77 | 1 222 738 737 | 20,31 | 1 592 889 968 | 30,28 |

Nota bene : nous avons soustrait les annulations rattachées à chaque exercice d'inventaire des émissions correspondantes. Les totaux ci-dessus correspondent aux chiffres d'affaires hors taxes par exercice d'inventaire.

La représentation graphique du tableau ci-dessus qui peut être faite est la suivante :



COMMENTAIRES:

Les émissions pour les branches 1, 3, 6 sur les cinq exercices d'inventaire 1999, 2000, 2001, 2002, 2003 sont les moins importantes et ont toutes une tendance constante sur les quatre premiers exercices. Pour le dernier exercice d'inventaire 2003, ces émissions sont en légère hausse.

Par contre, les émissions des branches 2 et 5 sont plus élevées que les premières ci-dessus mais pour le dernier exercice d'inventaire 2003, les émissions de la branche 2 augmentent sensiblement tandis que celles de la branche 5 sont en baisse.

Les émissions de la branche 4 sont les plus importantes de toutes. Ces dernières présentent une baisse en 2001 et une forte croissance continue sur 2002 et 2003.

Si nous partons de l'hypothèse qu'il n'y a pas eu d'inflation sur ces cinq exercices d'inventaire, nous pouvons rechercher la cause des fluctuations (augmentation et baisse) des émissions dans l'évolution du nombre de contrats par branche sur ces mêmes exercices d'inventaire.

Une augmentation du chiffre d'affaires peut être éventuellement due à celle du nombre de contrats.

Partant du souci d'augmentation du chiffre d'affaires, il est important que l'UAB/IARDT considère dans sa politique de souscription, sa part de marché par exercice ; ce qui peut constituer un indicateur dont elle tiendra compte dans ses projections.

Il se trouve malheureusement que nous ne pourrons effectuer cette analyse que sur les exercices 2001 et 2002 en raison de l'indisponibilité des chiffres pour les autres exercices. Cette analyse est faite à l'aide du tableau suivant :

<u>évolution de la part de marché de l'UAB/IARDT par rapport au chiffre</u> <u>d'affaires du marché burkinabé des Assurances</u>

| Exercice d'inventaire | 20 | 01 | 2002 | | | |
|------------------------|-----------------------|---------------------------------------|----------------|---------------------------------------|--|--|
| Emissions du marché | montant | % part de marché de l'UAB/IARDT | montant | % part de marché de l'UAB/IARDT | | |
| Branche 1 | 842 000 000 | 2,23 | 900 000 000 | 2,77 | | |
| Branche 2 | 1393 000 000 | 10,54 | 1 619 000 000 | 9,89 | | |
| Branche 3 | ranche 3 285 000 000 | | 269 000 000 | 6,82 | | |
| Branche 4 | 6 015 000 000 | 11,40 | 6444 000 000 | 12,95 | | |
| Branche 5 | 1389 000 000 | 8,81 | 1 761 000 000 | 9,56 | | |
| Branche 6 | Branche 6 263 000 000 | | 388 000 000 | 4,30 | | |
| TOTAL | TOTAL 10 187 000 000 | | 11 381 000 000 | 10,74 | | |

Source: Rapport annuel 2002 du marché Burkinabé (APSAB)

Les parts de marché de la compagnie sont croissantes pour la plupart des branches sauf pour celles 2 et 6 qui sont en baisse. L'UAB/IARDT pourrait envisager d'atteindre pour un exercice donné ou sur une période bien déterminée, des pourcentages précis de parts de marchés fixés comme objectifs.

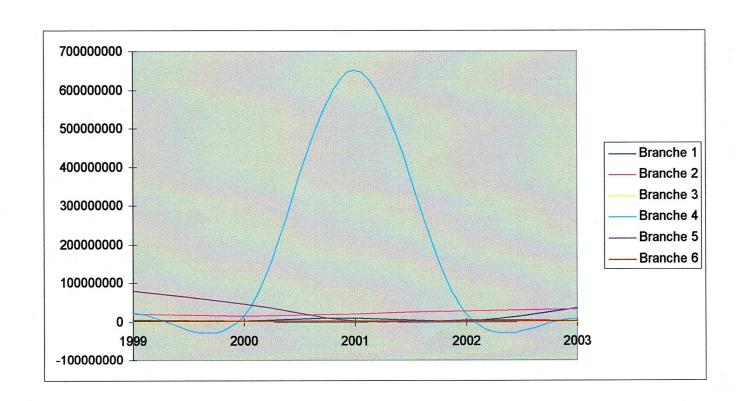
2°) Annulations:

Nous examinerons les annulations non cumulées, par branche de l'état C9 confectionné en les rapportant aux émissions de chaque exercice d'inventaire (émissions correspondantes brutes d'annulations). Ceci dans le souci d'avoir les proportions desdites annulations dans les émissions initiales (brutes) pour traduire leur fréquence et leur impact dans la gestion de l'entreprise.

Le tableau récapitulatif de nos propos ci-dessus peut être ainsi conçu :

| Exercice d'inven- taire | 199 | 1999 | | 2000 | | 2001 | | 2002 | | 2003 | |
|-------------------------------|-----------|---------------------|----------|---------------------|-----------|---------------------|----------|---------------------|----------|---------------------|--|
| Annula- tions | montant | % émis- sions | montant | % émis- sions | montant | % émis- sions | montant | % émis- sions | montant | % émis- sions | |
| Branche 1 | 43840 | 0,19 | 33600 | 0,31 | 7953800 | 29,80 | 4440 | 0,02 | 35413416 | 35,40 | |
| Branche 2 | 20332190 | 12,16 | 15333794 | 10,90 | 19984808 | 11,98 | 26637346 | 14,27 | 31818845 | 15,38 | |
| Branche 3 | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 | 117195 | 0,67 | 163450 | 0,88 | 0 | 0,00 | |
| Branche 4 | 21744676 | 3,12 | 13272127 | 1,87 | 649627315 | 48,65 | 19291091 | 2,26 | 7109194 | 0,66 | |
| Branche 5 | 80446609 | 30,18 | 46290712 | 27,66 | 1020314 | 0,83 | 3825133 | 2,22 | 887515 | 0,60 | |
| Branche 6 | 2836000 | 10,19 | 1115000 | 5,08 | 2237000 | 8,17 | 2286200 | 12,04 | 1932154 | 2,18 | |
| TOTAL | 125403315 | 10,49 | 76045233 | 7,14 | 680940432 | 40,12 | 52207660 | 4,09 | 77161124 | 4,62 | |

La représentation graphique du tableau ci-dessus qui peut être faite est la suivante :



COMMENTAIRES:

Les annulations pour les branches 1, 2, 3, 5 et 6 sur les cinq exercices d'inventaire 1999, 2000, 2001, 2002, 2003 sont les moins importantes et presque constantes sur les cinq exercices concernés. A contrario, les annulations de la branche 4 sont les plus élevées. Leur proportion dans les émissions est plus considérable en 2001 et les baisses constatées se situent entre 1999 et 2001 puis entre 2001 et 2003.

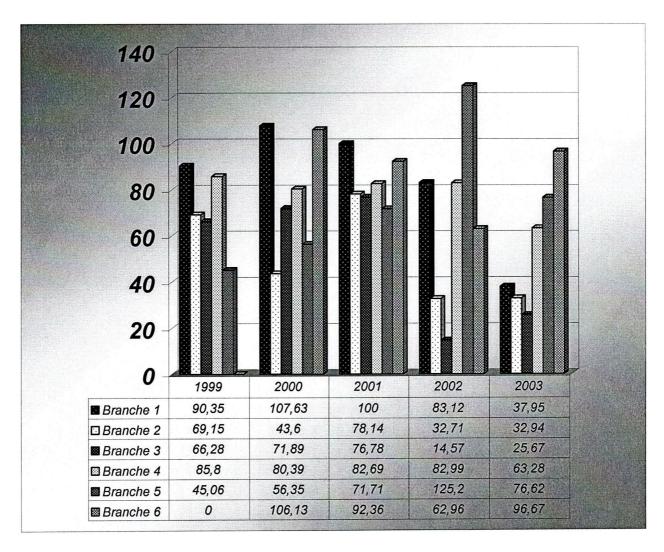
Le pic des annulations en 2001 (48,65%) serait essentiellement dû à un renouvellement automatique d'un certain nombre de polices flottes du fait d'une erreur de saisie. Ces polices avaient en effet été saisies sous le code de tacite reconduction.

3°) Encaissements:

Les encaissements non cumulés (par exercice d'inventaire) par branche de l'état C9 proportionnellement aux émissions nettes d'annulations correspondantes sont inscrits dans le tableau synthétique suivant :

| Exercice d'inven- taire | 199 | 9 | 2000 | | 20 | 2001 | | 2002 | | 2003 | |
|-------------------------------|-----------|---------------------|-----------|---------------------|-----------|---------------------|-----------|---------------------|-----------|---------------------|--|
| Encais- sements | montant | % émis- sions | |
| Branche 1 | 20400480 | 90,35 | 11517486 | 107,63 | 18736697 | 100 | 20731067 | 83,12 | 24527211 | 37,95 | |
| Branche 2 | 101520830 | 69,15 | 54672957 | 43,60 | 114760582 | 78,14 | 52355480 | 32,71 | 57661921 | 32,94 | |
| Branche 3 | 8817216 | 66,28 | 9290000 | 71,89 | 13438210 | 76,78 | 2675087 | 14,57 | 13009699 | 25,67 | |
| Branche 4 | 564618871 | 85,80 | 561222235 | 80,39 | 567061373 | 82,69 | 692352691 | 82,99 | 675885856 | 63,28 | |
| Branche 5 | 83864264 | 45,06 | 68210239 | 56,35 | 87725185 | 71,71 | 210835686 | 125,2 | 113249044 | 76,62 | |
| Branche 6 | 20279107 | 81,12 | 22095121 | 106,13 | 23228133 | 92,36 | 10516769 | 62,96 | 83729325 | 96,67 | |
| TOTAL | 799500768 | 76 | 727008038 | 73,51 | 824950180 | 81,17 | 989466780 | 80,92 | 968063056 | 60,77 | |

Les taux des encaissements par branche sur les cinq exercices d'inventaire peuvent être traduits par le graphique à bâtonnets ci-dessous :



Pour percevoir et conforter la portée d'une analyse sur les encaissements, une condition nécessaire et suffisante serait de procéder conjointement à l'analyse des montants des arriérés de primes correspondants.

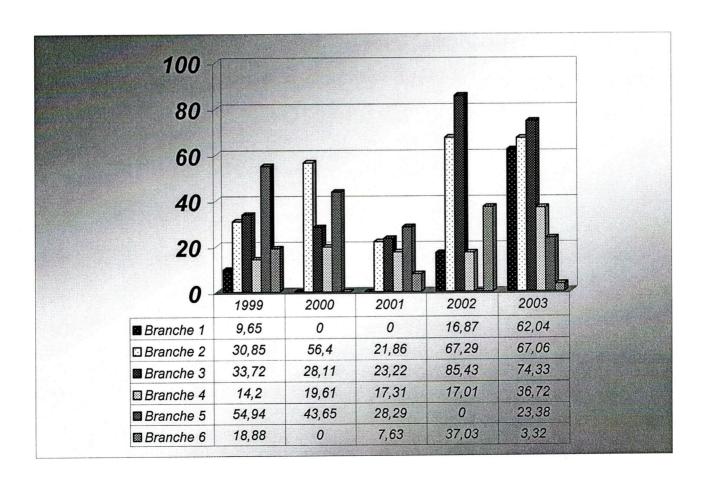
4°) Arriérés :

Les pourcentages seront obtenus en rapportant les arriérés de primes (non cumulées) par branche de l'état C9 aux émissions nettes d'annulations correspondantes. Le fait de rapporter ces arriérés à ces montants permet d'apprécier leur évolution d'une année sur l'autre. Le choix du montant des émissions nettes d'annulations comme dénominateur se justifie par le fait que l'augmentation du montant d'arriérés de primes constitue une dépense qui ampute les recettes de la société.

On dressera donc le tableau qui suit :

| Exercice d'inven- taire | 199 | 9 | 2000 | | 2001 | • | 2002 | | 2003 | |
|-------------------------------|-----------|---------------------|-----------|---------------------|-----------|---------------------|-----------|---------------------|-----------|---------------------|
| Arriérés | montant | % émis- sions |
| Branche 1 | 2177980 | 9,65 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4209539 | 16,87 | 40087719 | 62,04 |
| Branche 2 | 45295946 | 30,85 | 70714072 | 56,40 | 32098982 | 21,86 | 107723767 | 67,29 | 117373769 | 67,06 |
| Branche 3 | 4485230 | 33,72 | 3633321 | 28,11 | 4063792 | 23,22 | 15681496 | 85,43 | 37675233 | 74,33 |
| Branche 4 | 93414039 | 14,20 | 136876341 | 19,61 | 118673904 | 17,31 | 141913489 | 17,01 | 392267142 | 36,72 |
| Branche 5 | 102267941 | 54,94 | 52835349 | 43,65 | 34608386 | 28,29 | 0 | 0 | 34547604 | 23,38 |
| Branche 6 | 4719851 | 18,88 | 0 | 0 | 1920269 | 7,63 | 6186599 | 37,03 | 2875449 | 3,32 |
| TOTAL | 252360987 | 23,99 | 264059083 | 26,69 | 191365333 | 18,82 | 275714890 | 22,53 | 624826916 | 39,22 |

Les taux des arriérés de primes par rapport aux émissions peuvent être traduits par le graphique à bâtonnets ci-dessous :



COMMENTAIRES:

Concernant les arriérés, les analyses peuvent être menées en référence au taux maximal de 20% (ratio arriérées de primes sur émissions nettes d'annulations) indicateur d'alerte, qui peut être un signe de bonne gestion du recouvrement des primes pour une compagnie d'assurances.

A l'inverse, lorsque ce ratio dépasse 50%, il exprime vraisemblablement une partie d'arriérés de primes irrécouvrable, qui pourrait être annulée ou provisionnée s'il n'y a aucune autre explication.

Pour ce qui est des arriérés de primes de l'UAB/IARDT, nous avons :

*Branche 1:

Les taux d'arriérés de primes des quatre exercices d'inventaire (1999, 2000, 2001, 2002) sont en dessous du taux acceptable de 20% et peuvent correspondre à une bonne gestion de recouvrement pour cette branche. Par contre, le taux d'arriérés de 62,04% de l'exercice d'inventaire 2003 se trouve élévé et mérite que la société y attache une attention particulière en ce qui concerne le recouvrement des primes dans ladite branche pour cet exercice.

*Branche 2:

Cette branche a des taux d'arriérés assez fluctuants sur les cinq exercices d'inventaire. Seul le taux de 2001 est voisin de 20%. Les taux des deux derniers exercices d'inventaire 2002 et 2003 (respectivement de 67,29% et 67,06%) interpellent la compagnie sur le volume considérable (supérieur à 50%) des arriérés de primes dans cette branche.

Vraisemblablement, ces taux auraient pu ne pas atteindre ces niveaux car pour les primes arriérées de cette branche, certains encaissements concernant des affaires coassurées n'ont pas été saisis.

En effet, les états de coassurance montés par exemple, par l'UAB/IARDT avec la SONAR/IARDT intègrent les acceptations et les cessions (aussi bien en primes qu'en sinistres) et dégagent donc un solde global semestriel ou annuel.

De ce fait, les passations d'écritures de compensation constatant les encaissements de primes sur les polices concernées devraient être effectuées. Ce qui n'est malheureusement pas le cas.

Pour preuve, le solde comptable (dû par la SONAR/IARDT à l'UAB/IARDT) au 31 décembre 2002 est de 129 102 652 F CFA, tandis qu'à la même date, le solde extracomptable était nul.

Pour éviter à l'avenir de tels errements, il pourrait être mis en place un comité de gestion des affaires coassurées qui se réunira avant et après les rencontres semestrielles avec les autres coassureurs.

Ce comité sera chargé d'établir les états de coassurances à confronter avec les autres compagnies, puis de traiter et suivre les rapprochements internes (comptables et extracomptables) en matière de coassurance.

Ce comité doit impliquer les trois directions que sont la Direction Technique, la Direction Administrative et Financière et la Direction du Recouvrement.

*Branche 3:

Une baisse des taux d'arriérés de primes peut être constatée sur les trois premiers exercices d'inventaire (de 33,72% en 1999 à 28,11% en 2000 puis à 23,22% en 2001). Cette baisse pourrait traduire les efforts en matière de recouvrement que fait la compagnie dans la branche. Malheureusement une hausse subite des taux d'arriérés (85,43% en 2002 et 74,33% en 2003) aggrave les montants des primes impayées pour ladite branche et nécessite que la compagnie s'impose plus de rigueur pour leur recouvrement.

*Branche 4:

La branche 4 présente contrairement à ce que l'on peut penser, des taux d'arriérés de primes acceptables. Mais il se trouve que des exercices 2000 à 2003, les taux s'affichent plus élevés qu'en 1999 (où il était à 14,20%).

L'une des raisons de cette hausse des arriérés de 2000 à 2003 s'explique par la concurrence de plus en plus effrénée (notamment en assurance Automobile) avec l'arrivée sur le marché Burkinabé d'une autre compagnie (COLINA Assurances créée en 2000), de sorte que l'UAB/IARDT a tendance à produire plus souvent à crédit dans le souci de garder des clients.

L'augmentation de la part de marché par exemple en assurance Automobile (de 6,08% de 1999 à 2000) prouve l'intention de la compagnie d'accroître le chiffre d'affaires, même si certaines primes accordées à crédit aux clients pourraient ne pas être intégralement recouvrées.

Il convient dès lors de procéder concrètement à la surveillance de ce taux :

- en limitant les émissions à crédit aux clients sûrs et solvables (gros clients ou détenteurs de grosses polices respectant leurs engagements de paiements différés ou échelonnés) ;
- et fondamentalement en contrôlant les recouvrements de primes sur l'exercice d'inventaire suivant.

*Branche 5:

Elle présente des taux d'arriérés de primes qui s'améliorent sur les 4 premiers exercices d'inventaire au point où le taux de 2002 s'affiche très satisfaisant (0 %). Mais ce taux en 2003 croît énormément et atteint 23,38 % en demeurant néanmoins acceptable.

*Branche 6:

La plupart de ces taux d'arriérés de primes ne dépasse pas le taux maximal acceptable de 20%, sauf pour l'exercice 2002 (37,03 %). La société a donc intérêt à œuvrer de sorte à garder ces taux toujours inférieurs à 20%.

L'approche d'analyse par exercice d'inventaire a permis de voir et comprendre l'évolution des primes arriérées en tenant compte à la fois de plusieurs exercices de souscription au 31 décembre d'un exercice d'inventaire donné. Pour savoir et comprendre ce qu'il en serait pour un exercice de souscription précis, nous proposons l'approche d'analyse par exercice de souscription.

II°) APPROCHE D'ANALYSE PAR EXERCICE DE SOUSCRIPTION

Pour cette approche, une situation sera faite en considérant séparément chaque exercice de souscription dans la détermination des montants de stocks de primes arriérées. Ce point sera suivi des interprétations portant sur lesdits montants rapportés aux émissions nettes d'annulations correspondantes.

1°) DETERMINATION DES STOCKS D'ARRIERES DE PRIMES AU 31 DECEMBRE 2003

BRANCHE 1 : DOMMAGES CORPORELS

| | BRANCHE 1 : DOMMAGE | S CORPORELS | (INDIVIDUELI | LE ACCIDENTS | ET MALADIE) | | | | | | | |
|----------------------------|----------------------------|--------------------------|---------------|--------------|-------------|------------|-------------|--|--|--|--|--|
| [| | EXERCICE DE SOUSCRIPTION | | | | | | | | | | |
| | | 1 999 | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2 003 | TOTAL | | | | | |
| CUMUL (TOUS | (1) Emissions | 22 622 300 | 10 733 828 | 26 690 497 | 25 203 174 | 99 770 218 | 185 020 017 | | | | | |
| EXERCICES | (2) Annulations | 43 840 | 33 600 | 7 953 800 | 4 440 | 35 413 416 | 43 449 096 | | | | | |
| D'INVENTAIRE CONFONDUS) | (3) Encaissements | 21 217 740 | 10 700 228 | 18 736 697 | 22 337 233 | 22 921 045 | 95 912 943 | | | | | |
| | Arriérés (1)-(2)-(3) | 1 360 720 | 0 | o | 2 861 501 | 41 435 757 | 45 657 978 | | | | | |

BRANCHE 2 : INCENDIE ET RISQUES ANNEXES

| | BRANCHE 2 : INCENDIE | ET RISQUES A | NNEXES | | | | | | | | | |
|----------------------------|-----------------------------|--------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--|--|--|--|--|
| | | EXERCICE DE SOUSCRIPTION | | | | | | | | | | |
| | | 1999 2000 2001 2002 2003 TOTAL | | | | | | | | | | |
| CUMUL (TOUS | (1) Emissions | 168 873 291 | 138 392 688 | 175 364 003 | 195 451 957 | 190 203 350 | 868 285 289 | | | | | |
| EXERCICES | (2) Annulations | 20 924 828 | 15 985 868 | 24 110 467 | 23 199 225 | 29 886 595 | 114 106 983 | | | | | |
| D'INVENTAIRE CONFONDUS) | (3) Encaissements | 134 081 165 | 46 670 383 | 111 945 888 | 48 018 325 | 40 256 009 | 380 971 770 | | | | | |
| , | Arriérés (1)-(2)-(3) | 13 867 298 | 75 736 437 | 39 307 648 | 124 234 407 | 120 060 746 | 373 206 536 | | | | | |

BRANCHE 3: DOMMAGES AUX BIENS

| | BRANCHE 3 : DOMMAGE | S AUX BIENS | | 0 | | | | | | | | |
|--------------|----------------------|-------------|------------|--------------|-------------|------------|-------------|--|--|--|--|--|
| | | | E | XERCICE DE S | OUSCRIPTION | | | | | | | |
| | | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | TOTAL | | | | | |
| CUMUL (TOUS | (1) Emissions | 13 302 446 | 12 923 321 | 17 782 647 | 18 356 583 | 50 684 932 | 113 049 929 | | | | | |
| EXERCICES | (2) Annulations | 0 | 0 | 280 645 | 0 | | 280 645 | | | | | |
| D'INVENTAIRE | (3) Encaissements | | | | | | | | | | | |
| CONFONDUS) | Arriérés (1)-(2)-(3) | 365 230 | 2 346 113 | 8 907 000 | 15 800 496 | 38 120 233 | 65 539 072 | | | | | |

BRANCHE 4: AUTOMOBILE

| | BRANCHE 4 : AUTOMOBI | ILE | | | | | | | | | | | |
|--------------|----------------------|--------------------------|---------------|-------------|-------------|---------------|---------------|--|--|--|--|--|--|
| | | EXERCICE DE SOUSCRIPTION | | | | | | | | | | | |
| | | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | TOTAL | | | | | | |
| CUMUL (TOUS | (1) Emissions | 841 435 278 | 1 033 711 243 | 883 547 002 | 865 107 109 | 1 031 529 712 | 4 655 330 344 | | | | | | |
| EXERCICES | (2) Annulations | 178 374 950 | 342 398 530 | 172 398 128 | 10 763 601 | 7 109 194 | 711 044 403 | | | | | | |
| D'INVENTAIRE | (3) Encaissements | 639 139 265 | 650 315 052 | 608 745 056 | 657 631 630 | 505 310 023 | 3 061 141 026 | | | | | | |
| CONFONDUS) | Arriérés (1)-(2)-(3) | 23 921 063 | 40 997 661 | 102 403 818 | 196 711 878 | 519 110 495 | 883 144 915 | | | | | | |

BRANCHE 5 : TRANSPORT

| | BRANCHE 5 : TRANSPOR | tT . | | | | | | | | | | | |
|--------------|----------------------|--------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--|--|--|--|--|--|
| | | EXERCICE DE SOUSCRIPTION | | | | | | | | | | | |
| I F | | 1 999 | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2 003 | TOTAL | | | | | | |
| CUMUL (TOUS | (1) Emissions | 272 671 998 | 164 957 462 | 122 027 769 | 170 917 440 | 147 596 379 | 878 171 048 | | | | | | |
| EXERCICES | (2) Annulations | 81 469 088 | 46 501 913 | 632 613 | 2 979 154 | 887 515 | 132 470 283 | | | | | | |
| D'INVENTAIRE | (3) Encaissements | 180 593 566 | 92 861 975 | 96 218 751 | 118 717 495 | 75 492 631 | 563 884 418 | | | | | | |
| CONFONDUS) | Arriérés (1)-(2)-(3) | 10 609 344 | 25 593 574 | 25 176 405 | 49 220 791 | 71 216 233 | 181 816 347 | | | | | | |

BRANCHE 6 : RESPONSABILITE CIVILE

| | BRANCHE 6 : RESPONSA | BILITE CIVILE | | | | | | | | | |
|--------------|--------------------------|---------------|------------|------------|------------|------------|-------------|--|--|--|--|
| | EXERCICE DE SOUSCRIPTION | | | | | | | | | | |
| l t | | 1 999 | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2 003 | TOTAL | | | | |
| CUMUL (TOUS | (1) Emissions | 36 412 642 | 26 175 741 | 14 734 031 | 25 056 813 | 82 301 229 | 184 680 456 | | | | |
| EXERCICES | (2) Annulations | 2 936 000 | 1 060 000 | 5 523 200 | 455 000 | 432 154 | 10 406 354 | | | | |
| D'INVENTAIRE | (3) Encaissements | 33 476 642 | 22 649 412 | 9 210 831 | 15 731 661 | 78 779 909 | 159 848 455 | | | | |
| CONFONDUS) | Arriérés (1)-(2)-(3) | 0 | 2 466 329 | 0 | 8 870 152 | 3 089 166 | 14 425 647 | | | | |

<u>2°) ANALYSE DES STOCKS DE PRIMES ARRIEREES PAR EXERCICE DE SOUSCRIPTION :</u>

Les valeurs absolues extraites des tableaux ci-dessus rapportées aux émissions nettes d'annulations nous ont permis d'obtenir les pourcentages suivants :

| Exercice de sous- cription | | 99 | 200 | 2000 | | 1 | 200 | 2 | 2003 | |
|----------------------------------|------------|---------------------|-------------|---------------------|-------------|---------------------|-------------|---------------------|-------------|---------------------|
| Arriérés de primes | montant | % émis- sions | montant | % émis- sions | montant | % émis- sions | montant | % émis- sions | montant | % émis- sions |
| Branche 1 | 1 360 720 | 6,03 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 861 501 | 11,36 | 41 435 757 | 64,38 |
| Branche 2 | 13 867 298 | 9,37 | 75 736 437 | 61,87 | 39 307 648 | 25,99 | 124 234 407 | 72,12 | 120 060 746 | 74,89 |
| Branche 3 | 365 230 | 2,75 | 2 346 113 | 18,15 | 8 907 000 | 50,89 | 15 800 496 | 86,08 | 38 120 233 | 75,21 |
| Branche 4 | 23 921 063 | 3,61 | 40 997 661 | 5,93 | 102 403 818 | 14,40 | 196 711 878 | 23,02 | 519 110 495 | 50,67 |
| Branche 5 | 10 609 344 | 5,55 | 25 593 574 | 21,61 | 25 176 405 | 20,74 | 49 220 791 | 29,31 | 71 216 233 | 48,54 |
| Branche 6 | 0 | 0 | 2 466 329 | 9,82 | 0 | 0 | 8 870 152 | 36,05 | 3 089 166 | 3,72 |
| TOTAL | 50 123 655 | 4,67 | 147 140 114 | 14,99 | 175 794 871 | 17,07 | 397 699 225 | 31,49 | 793 032 630 | 51,88 |

Plusieurs interprétations peuvent être faites des données du tableau ci-dessus :

*Exercice de souscription 1999 :

Les stocks d'arriérés de primes constituent ceux de la cinquième année d'inventaire après l'exercice de souscription et sont plus élevés dans la branche 2 (9,37% des émissions nettes d'annulation).

Les taux d'arriérés de primes de toutes les branches pour cet exercice sont inférieurs au taux acceptable maximal de 20% (les taux négatifs résultent de la non déduction des remboursements et annulations sur encaissements).

Notons aussi que le pourcentage des arriérés de primes pour l'ensemble des branches reste faible (4,67% des émissions nettes d'annulations).

Mais ce taux n'est pas concevable pour une cinquième année d'inventaire.

*Exercice de souscription 2000 :

La branche 2 présente un stock d'arriérés qui est le plus considérable et est supérieur à 50% (61,87%). Ce niveau d'arriérés est excessif pour une quatrième année d'inventaire surtout si l'on considère le délai de prescription en matière de recouvrement judiciaire des primes⁵.

Par contre, les autres branches ont des taux d'arriérés inférieurs (branches 1,4,6) ou qui avoisinent (branches 3,5) le taux de 20%.

Le taux d'arriérés de primes pour le stock total de cet exercice de souscription est de 14,99%. Ce qui, raisonnablement, n'est pas acceptable pour cette quatrième année d'inventaire.

*Exercice de souscription 2001 :

Le pourcentage élevé de 50,89% de la branche 2 traduit une éventuelle difficulté de recouvrement de ces primes. Deux taux nuls sont enregistrés au niveau des encaissements (branche 1 et 6). Ce qui voudrait dire que ces taux traduisent le recouvrement intégral des primes desdites branches.

Le taux d'arriérés de primes de la totalité des branches pour cet exercice de souscription (17,07%) est inférieur au taux de 20% mais ne peut pas être considéré comme convenable pour une troisième année d'inventaire.

*Exercice de souscription 2002 :

Les taux constatés pour les branches 2 et 3 (72,12% et 86,08%) sont très élevés. Notamment pour la branche 2, ce niveau élevé serait dû en grande partie à la coassurance dont il a été fait cas dans les analyses précédentes (paragraphe I de cette section).

⁵ Ce délai est de 2 ans conformément à l'article 28 du code CIMA

Les autres branches ont des taux supérieurs au taux de 20% (23,02% pour la branche 4 ; 29,31% pour la branche 5 et 36,05% pour la branche 6) sauf la branche 1 (11,36%).

Pour une deuxième année d'inventaire, le taux total de 31,49% devrait être plus réduit.

*Exercice de souscription 2003 :

Cet exercice pour une première année d'inventaire, a le taux total d'arriérés de primes le plus critique (51,88%). Ce taux traduit certainement une véritable difficulté de recouvrement des primes à la première année d'inventaire.

L'ensemble des taux demeurent supérieurs à 50% (64,38% pour la branche 1; 74,89% pour la branche 2 et 75,21% pour la branche 3) ou tendent vers 50% (50,67% pour la branche 4 et 48,54% pour la branche 5) sauf pour la branche 6 dont le taux de 3,72% est satisfaisant.

Les analyses menées jusque-là n'ont concerné que les rubriques de l'état C9 confectionné.

Dans le souci de faire une analyse plus complète, il nous semble indispensable de mesurer les incidences des arriérés de primes sur le fonctionnement de la compagnie d'assurances.

Section 2: LES INCIDENCES DES ARRIERES DE PRIMES

Pour quantifier et montrer la portée que peuvent avoir les arriérés de primes sur la gestion de la société d'assurances, quelques postes clés pour une entreprise d'assurances ont été choisis à cet effet.

<u>I°) INCIDENCE SUR LE RATIO SINISTRES SUR PRIMES ACQUISES</u> (S/Pa)

Le ratio sinistres sur primes acquises est calculé pour un exercice donné en tenant compte du montant des primes acquises qu'elles soient encaissées en totalité ou non. Le calcul d'un ratio sinistres sur primes acquises encaissées traduirait à une date d'inventaire précise, la sinistralité réelle et vraisemblable

en ce sens qu'un tel ratio tiendrait compte du volume non encaissé de primes qui ne pourrait pas servir au paiement des sinistres.

Ainsi, pour l'exercice d'inventaire 2003 et notamment pour la branche Automobile nous avons :

$$\frac{\text{sinistres}}{\text{primes acquises brutes d'arriérés}} = \frac{502848359}{917594175} = 54,80 \%.$$

Or, si nous calculons le ratio sinistres sur primes acquises encaissées pour la même branche on obtiendrait :

$$= \frac{502848359}{917594175 - (519110495 - 519110495 \times 36\%)} = 85,90\%.$$

ce pourcentage est majoré du fait qu'on devrait déduire des arriérés de primes le montant de la dotation de primes (la variation entre la PREC au 31 décembre 2003 et celle au 31 décembre 2002) pour les contrats qui chevauchent la date d'inventaire et non la PREC théorique au 31 décembre 2003.

Néanmoins, ledit pourcentage montre à quel point la sinistralité est plus élevée que celle calculée avec les primes acquises brutes d'arriérés.

II°) INCIDENCE SUR LES FRAIS DE GESTION

Le taux des frais de gestion pour la compagnie est déterminé comme suit :

$$\frac{\text{frais de gestion (commissions + frais généraux)}}{\text{primes émises(émissions)}} = \frac{646509665}{1613085774} = 40,08\%.$$

Si nous prenons en compte les émissions nettes d'arriérés, le taux de frais de gestion devient :

$$\frac{\text{frais de gestion}}{\text{émissions nettes d'arriérés}} = \frac{646509665}{1613085774 - 793032630} = \textbf{78,83\%}.$$

III°) INCIDENCE SUR LES PRODUITS FINANCIERS

Le montant total des produits financiers nets rapportés aux émissions donne les chiffres suivants :

$$\frac{179746396-13390013}{1613085774} = 10,83%.$$

Ce taux répond aux normes et bornes de 5 à 10%.

La déduction du montant des primes arriérés de celui des émissions baisse le dénominateur et conduit à un autre taux :

$$\frac{179746396-13390013}{1613085774-793032630} = 20,28%.$$

Le taux réel de rentabilité est de 20,28% et la perte supposée de la compagnie en terme de produits financiers pouvant résulter des primes arriérées serait de :

20,28% x 793032630= **160 874 988.**

IV°) INCIDENCE SUR LA REASSURANCE

Les primes émises de l'UAB/IARDT cédées en réassurance s'élèvent à 308 233 461 F CFA pour l'exercice inventorié 2003 à la date d'inventaire.

Ces primes émises rapportées aux émissions nettes d'annulations et brutes d'arriérés correspondent à la proportion suivante :

$$\frac{308233461}{1613085774} = 19,11%.$$

Or, il se trouve que les primes cédées aux réassureurs (figurant en fin de semestre ou en fin d'année dans les comptes techniques et financiers) leur sont payées en totalité sans se référer au volume non encaissé sur l'ensemble des primes émises par la compagnie d'assurances.

La conséquence immédiate serait que l'UAB/IARDT verse à ses réassureurs certaines portions de primes cédées pour des montants de primes arriérées.

Le pourcentage réelle des primes cédées à considérer pourrait se mesurer en rapportant ces dernières aux émissions nettes d'arriérés :

$$\frac{308233461}{1613085774 - 793032630} = 37,58\%.$$

La différence entre 37,58% et 19,11% qui est égale à **18,47%** est un manque à gagner du point des revenus financiers sur des placements que la compagne aurait pu effectuer.

Ainsi, si le montant équivalent à ce pourcentage reste longtemps en arriéré ou demeure non recouvrable, la compagnie supporte anormalement cette charge.

V°) INCIDENCE SUR LE COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE (CEG)

Les incidences des primes arriérées sur le CEG se situent à deux niveaux :

- de manière directe, lorsqu'elles font l'objet d'annulation (pour cause d'irrécouvrabilité dûment constatée) au cours d'un exercice donné, les primes arriérées réduisent les produits de l'entreprise notamment le poste du CEG « primes émises et accessoires nets d'annulations »;
- indirectement, quand il faut procéder en fin d'exercice inventorié à la constitution d'une provision pour annulation de primes. Cette provision peut être constatée du côté des produits du CEG et sa variation (provision pour annulation de primes constituée en fin d'exercice inventorié moins provision pour annulation de primes constituée en fin d'exercice précédent) vient en déduction des primes émises de l'exercice inventorié.

Pour mesurer cette incidence des primes arriérées sur le CEG, nous procéderons à l'évaluation de la provision pour annulation de primes au 31 décembre 2003 par l'une des méthodes dites « globales ».

L'évaluation de la provision pour annulation par la première méthode « globale » s'effectuera sur la base des taux d'annulations calculés dans les tableaux suivants :

TAUX D'ANNULATIONS DES PRIMES PAR BRANCHE ET PAR EXERCICE DE SOUSCRIPTION BRANCHE 1 : DOMMAGES CORPORELS

| | BRANC | HE 1 : DOMMAG | ES CORPOREI | S (INDIVIDUE | LLE ACCIDEN | ITS ET MALADII | ≣) | | | | | |
|--------------------------|--------------------------|---------------|-------------|---------------|-------------|----------------|-------|--|--|--|--|--|
| | EXERCICE DE SOUSCRIPTION | | | | | | | | | | | |
| 20 | | | 1 999 | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2 003 | | | | | |
| | 1999 | Annulations | xxx | | | | 2 4 5 | | | | | |
| | 2000 | Annulations | 0% | xxx | 42 | | 10.00 | | | | | |
| EXERCICE D'INVENTAIRE | 2001 | Annulations | 0% | 0% | xxx | | | | | | | |
| | 2002 | Annulations | 0% | 0% | 0% | xxx | | | | | | |
| | 2003 | Annulations | 0% | 0% | 0% | 0% | xxx | | | | | |

BRANCHE 2 : INCENDIE ET RISQUES ANNEXES

| | BRANC | HE 2: INCENDI | E ET RISQUES | ANNEXES | | | | | | | | | |
|--------------------------|--------------------------|---------------|--------------|---------|-------|---|----------|--|--|--|--|--|--|
| Ī | EXERCICE DE SOUSCRIPTION | | | | | | | | | | | | |
| | | | 1 999 | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2 003 | | | | | | |
| | 1999 | Annulations | xxx | | 2.725 | 0.000 | 1.64.353 | | | | | | |
| | 2000 | Annulations | 0,02% | xxx | | 7 7 7 | | | | | | | |
| EXERCICE D'INVENTAIRE | 2001 | Annulations | 0,37% | 0,56% | xxx | * A * * * * * * * * * * * * * * * * * * | 7 | | | | | | |
| F- | 2002 | Annulations | 0% | 0% | 3,36% | xxx | 26 12 12 | | | | | | |
| | 2003 | Annulations | 0% | 0% | 0,07% | 1,04% | xxx | | | | | | |

BRANCHE 3: DOMMAGES AUX BIENS

| | BRANC | HE 3 : DOMMAG | ES AUX BIEN | IS | | | | | | | | | |
|--------------------------|--------------------------|---------------|-------------|-------|--------|-------|--------|--|--|--|--|--|--|
| | EXERCICE DE SOUSCRIPTION | | | | | | | | | | | | |
| | | | 1 999 | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2 003 | | | | | | |
| | 1999 | Annulations | xxx | | \$ B D | 4 4 3 | 3 (35) | | | | | | |
| ======== | 2000 | Annulations | 0% | xxx | | | 4.0 | | | | | | |
| EXERCICE D'INVENTAIRE | 2001 | Annulations | 0% | 0% | xxx | | 35 | | | | | | |
| | 2002 | Annulations | 0% | 0% | 0,92% | xxx | 1077 | | | | | | |
| | 2003 | Annulations | 0% | 0% | 0% | 0% | XXX | | | | | | |

BRANCHE 4: AUTOMOBILE

| | BRANC | HE 4 : AUTOMOI | BILE | | | | | | |
|--------------------------|--------------------------|----------------|--------|--------|-------|---------------|-------------|--|--|
| Ī | EXERCICE DE SOUSCRIPTION | | | | | | | | |
| | | | 1 999 | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2 003 | | |
| EXERCICE D'INVENTAIRE | 1999 | Annulations | xxx | | 2.4 | 100 | S. 152 (18) | | |
| | 2000 | Annulations | 0,34% | xxx | | 16,000 10,000 | | | |
| | 2001 | Annulations | 18,76% | 32,43% | xxx | | | | |
| | 2002 | Annulations | 0% | 0,007% | 1,17% | xxx | | | |
| | 2003 | Annulations | 0% | 0% | 0% | 0% | XXX | | |

BRANCHE 5 : TRANSPORT

| | BRANC | HE 5 : TRANSPO | RT | | | | | |
|--------------------------|--------------------------|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|--|
| | EXERCICE DE SOUSCRIPTION | | | | | | | |
| | | | 1 999 | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2 003 | |
| EXERCICE D'INVENTAIRE | 1999 | Annulations | xxx | | 188 | | | |
| | 2000 | Annulations | 0,09% | xxx | | 1907 | 100 | |
| | 2001 | Annulations | 0% | 0,32% | xxx | | | |
| | 2002 | Annulations | 0,44% | 0% | 0% | XXX | 120 | |
| | 2003 | Annulations | 0% | 0% | 0% | 0% | XXX | |

BRANCHE 6: RESPONSABILITE CIVILE

| | BRANC | HE 6 : RESPONS | ABILITE CIVI | LE | | | | | |
|--------------------------|--------------------------|----------------|--------------|-------|--------|------------|-------|--|--|
| · . | EXERCICE DE SOUSCRIPTION | | | | | | | | |
| | | | 1 999 | 2 000 | 2 001 | 2 002 | 2 003 | | |
| EXERCICE D'INVENTAIRE | 1999 | Annulations | xxx | | | GP AT SEC. | 1500 | | |
| | 2000 | Annulations | 0,29% | xxx | | 2.00 | | | |
| | 2001 | Annulations | 0% | 0,18% | xxx | | 1.00 | | |
| | 2002 | Annulations | 0% | 0% | 14,60% | xxx | | | |
| | 2003 | Annulations | 0% | 0% | 11,96% | 0% | XXX | | |

Ces taux sont obtenus en rapportant les annulations de l'année considérée aux émissions cumulées (totalisées de la même année) nettes des annulations de première année.

La détermination de la provision pour annulation brute de réassurance se fera sur la base des hypothèses de taux de 36% pour la PREC et de 20% pour les commissions:

* Branche 1:

Tous les taux d'annulations sont nuls et ne peuvent donner lieu à un calcul de provision pour annulation.

* Branche 2:

a) calcul de la prévision pour annulation à fin 2003 :

- estimation des annulations qui interviendront en 2004 sur les primes de 2002 ou annulations de deuxième année :

$$(195\ 451\ 957-21\ 380\ 159) \times \frac{0,37+0+0,07}{3\times 100} = 255\ 305,\ 30$$

- estimation des annulations qui interviendront en 2004 sur les primes de 2003 ou annulations de première année :

(190 203 350-29 886 595)
$$\times \frac{0.02 + 0.56 + 3.36 + 1.04}{4 \times 100} = 1$$
 995 943, 60

- estimation des annulations qui interviendront en 2005 sur les primes de 2003 ou annulations de deuxième année :

(190 203 350-29 886 595)
$$\times \frac{0.37 + 0 + 0.07}{3 \times 100} = 235 131, 24$$

Total prévision d'annulation:

255 305, 30 + 1 995 943, 60 + 235 131, 24 = **2 486 380, 14**

b°) calcul de la PREC :

la PREC se calcule sur les primes de l'exercice inventorié 2003 :

 $(1995943, 59 + 235131, 24) \times 36\% = 803186, 93$

c°) calcul de la commission :

2 486 380, 13 x 20% = **497 276, 02**

d°) détermination de la provision pour annulation :

2 486 380, 13 - 497 276, 026 - 803 186, 93 = **1 185 917, 174**

* Branche 3:

a) calcul de la prévision pour annulation à fin 2003 :

- estimation des annulations qui interviendront en 2004 sur les primes de 2003 ou annulations de première année :

$$(17\ 782\ 647-117\ 195) \times \frac{0.92}{4 \times 100} = 40\ 630, 74$$

Total prévision d'annulation: 40 630, 74

b°) calcul de la PREC :

la PREC se calcule sur les primes de l'exercice inventorié 2003 :

c°) calcul de la commission :

40 630, 74 x 20% = **8 126, 14**

d°) détermination de la provision pour annulation :

40 630, 74 - 14 627, 06 - 8 126,14 = **17 877, 54**

* Branche 4:

a) calcul de la prévision pour annulation à fin 2003 :

- estimation des annulations qui interviendront en 2004 sur les primes de 2002 ou annulations de deuxième année :

$$(865\ 107\ 109\ -\ 10\ 763\ 601)\ \times \frac{18,76\ +\ 0,007\ +\ 0}{3\times 100}\ =\ \textbf{53\ 444\ 882,\ 05}$$

- estimation des annulations qui interviendront en 2004 sur les primes de 2003 ou annulations de première année :

$$(1\ 031\ 529\ 712\ -\ 7\ 109\ 194) \times \frac{18,76\ +\ 0,007\ +\ 0}{3\times 100} = 64\ 084\ 332,\ 871$$

- estimation des annulations qui interviendront en 2005 sur les primes de 2003 ou annulations de deuxième année :

$$(1\ 031\ 529\ 712\ -\ 7\ 109\ 194) \times \frac{0.34 + 32.43 + 1.17 + 0}{4 \times 100} = 86\ 922\ 080,\ 95$$

Total prévision d'annulation :

b°) calcul de la PREC :

la PREC se calcule sur les primes de l'exercice inventorié 2003 : (64 084 332, 871+ 86 922 080, 95) x 36% = **54 362 308, 98**

c°) calcul de la commission:

d°) détermination de la provision pour annulation :

* Branche 5:

a) calcul de la prévision pour annulation à fin 2003 :

- estimation des annulations qui interviendront en 2004 sur les primes de 2001 ou annulations de troisième année :

$$(122\ 027\ 769\ -\ 632\ 613)\ \times \frac{0.44}{2\times 100}\ =\ \textbf{267\ 069,\ 34}$$

- estimation des annulations qui interviendront en 2004 sur les primes de 2002 ou annulations de deuxième année est égale à 0
- estimation des annulations qui interviendront en 2005 sur les primes de 2002 ou annulations de troisième année :

$$(170\ 917\ 440\ -\ 2\ 979\ 154)\ \times \frac{0,44}{2\times 100}\ =\ 369\ 464,\ 22$$

- estimation des annulations qui interviendront en 2004 sur les primes de 2003 ou annulations de première année :

$$(147\ 596\ 379\ -\ 887\ 515) \times \frac{0.09\ +\ 0.32\ +\ 0\ +\ 0}{4\times 100} = 150\ 376,\ 58$$

- estimation des annulations qui interviendront en 2005 sur les primes de 2003 ou annulations de deuxième année est égale à 0
- estimation des annulations qui interviendront en 2006 sur les primes de 2003 ou annulations de troisième année :

$$(147\ 596\ 379\ -\ 887\ 515) \times \frac{0,44}{2\times 100} = 322\ 759,\ 50$$

Total prévision d'annulation :

b°) calcul de la PREC :

la PREC se calcule sur les primes de l'exercice inventorié 2003 :

$$(150\ 376,\ 58+322\ 759,\ 50)\times 36\%=$$
170 328, 98

c°) calcul de la commission :

d°) détermination de la provision pour annulation :

* Branche 6:

a) calcul de la prévision pour annulation à fin 2003 :

- estimation des annulations qui interviendront en 2004 sur les primes de 2002 ou annulations de deuxième année :

$$(25\ 056\ 813\ -\ 455\ 000)\ \times \frac{11,96}{3\times 100}\ =\ 980\ 792,\ 27$$

- estimation des annulations qui interviendront en 2005 sur les primes de 2003 ou annulations de deuxième année :

(82 301 229 - 432 154)
$$\times \frac{11,96}{3 \times 100} = 3$$
 263 847, 12

- estimation des annulations qui interviendront en 2004 sur les primes de 2003 ou annulations de première année :

$$(82\ 301\ 229-432\ 154)\times\frac{0,29+0,18+14,60+0}{4\times100}=3\ \textbf{084}\ \textbf{417,}\ \textbf{40}$$

Total prévision d'annulation :

b°) calcul de la PREC :

la PREC se calcule sur les primes de l'exercice inventorié 2003 :

$$(3\ 084\ 417,\ 40+3\ 263\ 847,\ 12) \times 36\% = 2\ 285\ 375,\ 22$$

c°) calcul de la commission:

7 329 056, 79 x 20% = **1 465 811, 35**

d°) détermination de la provision pour annulation :

7 329 056, 79 - 2 285 375, 22 - 1 465 811, 35 = **3 577 870, 22**

La provision pour annulation toutes branches s'élève à :

1 185 917, 174 + 17 877, 54 + 109 198 727, 88 + 717 406, 73 + 3 577 870, 22 = **114 697 799, 5**

Les résultats auxquels on aboutit par cette méthode basée sur l'extrapolation des cadences d'annulations passées peuvent s'avérer peu fiables lorsque les

annulations de l'entreprise sont sous estimées. Ce qui est exactement le cas de l'UAB/IARDT du fait qu'elle ne procède pas aux annulations sur primes arriérées. Aussi ne serait-Il pas préférable de recourir à une autre méthode basée sur l'estimation des primes irrécouvrables ?

Cette méthode devrait être appliquée en considérant les arriérés de primes à une date donnée et les encaissements effectués sur lesdits arriérés jusqu'à la fin de l'exercice inventorié.

Faute de pouvoir se conformer à la deuxième méthode pour absence de données appropriées, il a été question de s'en tenir à celles de l'état C9 confectionné. L'application de ladite méthode apparaît dans le tableau ci-dessus :

| | | Primes émises et accessoires nets d'annulations (cumulées) des exercices de souscription 1999, 2000, 2001, 2002, 2003 | dont encaissées au cours des exercices d'inventaire 1999 2000, 2001, 2002, 2003 | Arriérés sur ces primes en fin 2003 | Pourcen- tage d'arriérés corres- pondants |
|-----------|-----------|---|---|---|---|
| | BRANCHE 1 | 64 356 802 | 22 921 045 | 41 435 757 | 64,38% |
| | BRANCHE 2 | 160 316 755 | 40 256 009 | 120 060 746 | 74,88% |
| ARRIERES | BRANCHE 3 | 50 684 932 | 12 564 699 | 38 120 233 | 75,21% |
| DE 1 AN | BRANCHE 4 | 1 024 420 518 | 505 310 023 | 519 110 495 | 50,67% |
| AU PLUS | BRANCHE 5 | 146 708 864 | 75 492 631 | 71 216 233 | 48,54% |
| | BRANCHE 6 | 81 869 075 | 78 779 909 | 3 089 166 | 3,77% |
| | BRANCHE 1 | 25 198 734 | 22 337 233 | 2 861 501 | 11,35% |
| | BRANCHE 2 | 172 252 732 | 48 018 325 | 124 234 407 | 72,12% |
| ARRIERES | BRANCHE 3 | 18 356 583 | 2 556 087 | 15 800 496 | 86,07% |
| DE 1 AN A | BRANCHE 4 | 854 343 508 | 657 631 630 | 196 711 878 | 23,02% |
| 2 ANS | BRANCHE 5 | 167 938 286 | 118 717 495 | 49 220 791 | 29,30% |
| | BRANCHE 6 | 24 601 813 | 15 731 661 | 8 870 152 | 36,05% |
| | BRANCHE 1 | 52 015 385 | 52 015 385 | 0 | 0% |
| | BRANCHE 2 | 421 608 819 | 292 697 436 | 128 911 383 | 30,57% |
| ARRIERES | BRANCHE 3 | 43 727 769 | 32 109 426 | 11 618 343 | 26,56% |
| DE PLUS | BRANCHE 4 | 2 065 521 915 | 1 898 199 373 | 167 322 542 | 8,10% |
| DE 2 ANS | BRANCHE 5 | 431 053 615 | 369 674 292 | 61 379 323 | 14,23% |
| | BRANCHE 6 | 67 803 214 | 67 803 214 | 0 | 0% |
| TOTAL | | 5 872 779 319 | 4 326 345 739 | 1 546 433 580 | |

La prévision pour annulation est de 1 546 433 580

La PREC est de : (41 435 757 + 120 060 746 + 38 120 233 + 519 110 495 + 71 216 233 + 3 089 166) x 36% = **285 491 746, 8**

La commission est de : 1 546 433 580 x 20% = 309 286 716

La provision pour annulation brute de réassurance sera de :

1 546 433 580- 285 491 746, 8 - 309 286 716 **= 951 655 117, 2**

Si l'on compare cette provision calculée statistiquement sur la base de l'état C9 à celle calculée par la compagnie au 31 décembre 2003 ne prenant en compte que les primes arriérées des listings et bordereaux informatiques, il se dégage une différence de **71 852 200, 8** (**1 023 507 318 – 951 655 117, 2**).

Cette différence pourrait s'expliquer par le fait que l'état C9 permet de suivre le rythme réel des encaissements et annulations et d'estimer le plus approximativement possible la provision pour annulation. C'est pourquoi la CRCA considère à 100% les primes arriérées dans le calcul de ladite provision lorsqu'une compagnie n'établit pas l'état C9. Par contre, elle tiendra compte du taux réel des arriérés de primes pour une compagnie qui confectionne cet état.

Il faut noter que la provision pour annulation nette de réassurance au 31 décembre 2003 est de $525\ 025\ 628$, 2 ($951\ 655\ 117$, 2 – $426\ 629\ 489\ ^6$).

La variation de provision pour annulation au 31 décembre 2003 est égale à **5 440 988, 8** (provision pour annulation nette de réassurance au 31 décembre 2002 de 530 466 617 tirée des états de l'UAB/IARDT moins provision pour annulation nette de réassurance au 31 décembre 2003 de 525 025 628, 2 cidessus).

Ce montant de 5 440 988, 8 devrait s'ajouter aux primes émises et accessoires nets d'annulation de l'exercice 2003 et améliorerait de ce fait le résultat de l'entreprise. A contrario, si la provision pour annulation nette de réassurance au 31 décembre 2003 était supérieure à celle au 31 décembre 2002, la variation obtenue dégraderait le résultat de l'entreprise.

⁶ Montant de provision pour annulation de primes cédées en réassurance tiré des états comptables et statistiques de la compagnie UAB/IARDT

VI°) INCIDENCE SUR LES ENGAGEMENTS REGLEMENTES ET LEUR COUVERTURE

Il n'y a presque pas d'incidence directe des arriérés de primes sur les engagements réglementés⁷ puisque les provisions pour annulations des primes ont été retirées pour des raisons de couverture des engagements réglementés, de la liste des provisions techniques (provisions réglementaires). Par contre, l'incidence des arriérés de primes sur la couverture des engagements réglementés est remarquable au niveau de l'article 335-3 du code CIMA.

En effet cet article dispose:

« La provision pour risques en cours des entreprises pratiquant les opérations mentionnées aux branches 1 à 18 de l'article 328, à l'exception des branches 4 à 7, 11 et 12, peut être représentée, jusqu'à concurrence de 30% de son montant par des primes ou cotisations nettes d'impôts, de taxes et de commissions, et de un an de date au plus.

Les provisions techniques relatives aux branches 4 à 7, 11, 12 peuvent être représentées, jusqu'à concurrence de 30% de leur montant par des primes ou cotisations nettes d'impôts, de taxes et de commissions, et de un an de date au plus ».

Le revers et l'implication de cette disposition est qu'elle limite le montant de la couverture des engagements réglementés (ladite couverture n'inclut pas les primes arriérées de plus d'un an de la compagnie). Cela vraisemblablement entraîner des cas de sous couverture pour une entreprise d'assurances qui a des émissions importantes pour un exercice inventorié précis (d'où un montant élevé de provisions pour risques en cours) et à l'inverse des montants considérables de primes arriérés de moins d'un an et de plus d'un an. Pour le cas de l'UAB/IARDT, dans la couverture de ses engagements réglementés, elle ne peut que se limiter à un montant de 100 830 507 F CFA de primes arriérées de un an de date au plus (correspondant au maximum de 30% des provisions pour risques en cours) tandis que si elle avait pu recouvrer le montant global de 793 032 630 F CFA de primes arriérées, elle diminuerait sa sous couverture des engagements réglementés, par exemple de 264 441 873,4 F CFA (montant limité de dépôts en banque = 2 223 467 826 x 40% moins montant réel = 624 945 257) qui correspondraient à des dépôts en banque .

⁷ Les engagements réglementés tels que définis à l'article 334 du code CIMA

VII°) INCIDENCE SUR LA MARGE DE SOLVABILITE

Le fait pour le législateur communautaire de considérer (au niveau du calcul du montant minimal de la marge de solvabilité des sociétés IARDT) la base de 20% des primes directes ou acceptées en réassurance émises au cours de l'exercice et nettes d'annulations, impose à ce type de sociétés d'œuvrer à recouvrer en totalité leurs primes émises.

Les 20% des primes émises constituent en ce sens le minimum référentiel à considérer dans le calcul de la marge réglementaire.

L'incongruité qui en résulterait pour une compagnie qui émet une masse importante de primes sans encaisser ce minimum dès la première année, est qu'elle se trouverait dans une illusion pendant que sa marge de solvabilité disponible pourrait traduire une autre réalité.

CHAPITRE II : PROPOSITIONS ET RECOMMANDATIONS DECOULANT DE L'ANALYSE DE L'ETAT C9 CONFECTIONNE

Les interprétations effectuées sur la base des données exposées dans les chapitres précédents montrent concrètement que les arriérés de primes doivent constituer un sujet assez préoccupant pour les dirigeants de la compagnie. Ce postulat n'est pas en contradiction avec le dicton actuel qui dit que « l'impayé est l'une des premières causes de défaillance des entreprises ».

C'est à cette préoccupation que nous essayons par certaines indications de répondre en cherchant les voies et actions pour limiter la croissance souvent sournoise et incontrôlée des arriérés de primes.

Pour ce faire, il convient dans une première section, d'entamer nos propositions par la mise en place d'un cadre permettant à l'entreprise de pouvoir bien se prémunir contre une quelconque augmentation des primes impayées.

Et dans une deuxième section, ne serait-il pas cohérent de prévoir après l'élaboration de ce plan un ensemble de procédés et moyens de maximisation du recouvrement des primes passant par la minimisation des coûts desdites méthodes ?

Aussi, ne serait-il pas urgent dans cette dernière section de trouver des résolutions imminentes pour la masse volumineuse des primes arriérées actuelles de la compagnie d'assurances UAB/IARDT ?

Section 1 : ELABORATION D'UN PLAN DE GESTION ET DE CONTROLE DES ARRIERES DE PRIMES

Pour aboutir à un suivi correct et un traitement convenable des arriérés de primes (**paragraphe II**), l'influence qu'occupe le manuel de procédures dans le fonctionnement de la société devrait être mise en évidence (**paragraphe I**).

I°) ROLE DU MANUEL DE PROCEDURES

Le manuel de procédures peut être défini comme un ouvrage, souvent à usage professionnel, qui présente dans un format maniable, l'essentiel de l'ensemble des règles qu'il faut appliquer strictement, de formalités auxquelles il faut se soumettre dans une situation déterminée.

Par cette définition, le rôle que doit jouer le manuel de procédures est délimité selon l'activité et en fonction du département et/ou service concerné.

Ainsi, dans le cadre de notre mémoire, il paraît opportun de se référer à la partie du projet de manuel de procédures de l'Union des Assurances du Burkina IARDT, relative au cycle « sécurisation des créances » précisément à la procédure « code 13 » intitulée paiement comptant des primes et suivi des impayés. A ce niveau les observations, remarques et critiques qui peuvent être formulées sont les suivantes :

*Au niveau du code 13.01.1 Production siège et courtiers

En ce qui concerne l'ensemble des quatre premiers tirets, il s'agit bien des attributions et des tâches assignées au Chef de Service Production et non au Chef de Service Sinistres.

Pour le cinquième tiret, nous suggérons que cette préoccupation soit celle de la Direction de l'Action Commerciale et du Recouvrement (notamment le Chef de Service Recouvrement): le Chef de Service Recouvrement assure le suivi des paiements échelonnés résultant de l'échéancier par le biais d'un agenda (ou de la fiche d'engagement signée par le client comme déjà pratiqué). Il en est de même pour le sixième, le septième, le huitième et le neuvième tiret dans lesquels il s'agit du Chef de Service Recouvrement et non du Chef de Service Sinistres.

Pour le dernier tiret (le neuvième), la formulation suivante pourrait être prise en compte : le Chef de Service Recouvrement transmet le dossier au Chef du Service Contentieux pour une mise en œuvre de la procédure de recouvrement forcé.

Il serait souhaitable, après toutes ces reformulations, qu'un tiret soit inséré entre le quatrième et le cinquième tiret et qui sera ainsi libellé : le Chef de Service Production transmet au Chef du Service Recouvrement, un exemplaire (et/ou la fiche d'engagement) de toute police dont le paiement est fractionné ou différé, dûment signé par le souscripteur concerné.

*Au niveau du code 13.01.2 suivi des impayés du siège et des courtiers

Le travail à effectuer devrait être affecté à la Direction du Recouvrement (au Chef de Service Recouvrement) qui, par définition, est indiquée pour suivre et

établir les états de primes encaissées, impayées et/ou annulées qu'il rapprochera avec la Direction Administrative et Financière.

*Au niveau du code 13.01.3 Production des agents généraux

Les personnes impliquées dans ce paragraphe à qui il faut imputer le traitement de la production des agents généraux sont conjointement le Directeur Technique, la Direction de l'Action Commerciale et du Recouvrement, la Direction Administrative et Financière et le Chef de Service Informatique et Inspecteur des Agences.

*Au niveau du code 13.01.4 Suivi des impayés des agents généraux

La Direction du Recouvrement (le Chef du Service Recouvrement) avec l'appui de la Direction Technique et de l'Inspecteur des Agences, pourrait être chargée des tâches spécifiées dans ce paragraphe. Il conviendrait pour la 1ère phrase de la page 17 de la reformuler comme suit : L'activité de recouvrement des créances de coassurance et de réassurance devrait pouvoir être exercée par la Direction du Recouvrement et par la Direction Technique qui assure la réalisation des affaires en coassurance.

Pour le recouvrement forcé de ces affaires, il pourrait être effectué par le service contentieux.

Pour les démarches partant de l'émission des contrats jusqu'à une éventuelle étape de mise en demeure de l'assuré, elles seront traitées dans le paragraphe II ci-dessous.

II°) SUIVI ET TRAITEMENT DES ARRIERES DE PRIMES

Des méthodes et procédures de travail pourraient être définies de façon circonscrite et appropriée, entre le service de production, le service de recouvrement, le service de comptabilité et le service contentieux.

Il est donc impératif de décrire la chaîne desdites méthodes et procédures du point de vue de la coordination du fonctionnement imbriqué de ces services.

1°) La Production

Le Chef de Service Production après avoir émis la prime et rédigé le contrat (sachant que la condition pour le renouvellement d'un contrat serait qu'il n'y ait pas d'arriérés de primes sur la durée précédente), établira les documents suivants qu'il transmettra au Chef du Service Recouvrement si le client (souscripteur ou assuré) ne paie pas ladite prime au comptant :

- une copie de la facture ;
- éventuellement une copie de la fiche d'engagement dûment signée par le client (notons que le paiement différé et/ou échelonné ne doit a priori, être accordé qu'aux gros clients et/ou aux détenteurs de grosses polices, les particuliers ne pourraient que bénéficier du barème de paiement fractionné de la prime en assurance Automobile);
- les exemplaires « *comptabilité* » et « *agence* » des conditions particulières dûment signés et retournés par le client.

2°) Le Recouvrement

Après avoir reçu les documents ci-dessus cités, le Chef de Service Recouvrement pourra avoir des attitudes en fonction des cas qui se présentent à lui :

<u>1^{er} cas :</u> Le client qui a reçu la facture se présente dans le délai d'un mois fixé pour le paiement de sa prime en totalité.

Le Chef de Service Recouvrement ressort la copie de la facture, les exemplaires « comptabilité » et « agence » dudit client qui étaient soigneusement classés (par ordre alphabétique ou par numéro client). Il informe le Chef de Service Production qui, à son tour, fait sortir le contrat concerné du classement.

Ensuite le Chef de Service Recouvrement remettra toutes ces pièces et le dossier production au service comptabilité (précisément à la caisse) en y conduisant le client concerné.

Une fois, le versement effectué par le client, l'agent de la caisse rangera certains éléments justificatifs (l'exemplaire « agence » plus la copie de la facture, acquittés) du paiement de la prime dans le dossier production qu'il retournera au Chef de Service Production ; il conservera l'exemplaire « comptabilité » de la quittance au niveau du service comptabilité.

<u>2ème</u> <u>cas</u>: Le client qui a signé une fiche d'engagement (pour des paiements fractionnés à des périodes déterminées) se présente aux différentes dates fixées pour le paiement des portions de primes correspondantes.

Le schéma applicable dans ce 2^{ème} cas est celui qui a été décrit dans le 1^{er} cas ci-dessus à la différence que le client procédera à plusieurs versements au lieu d'un seul. De ce fait, tant que la prime ne sera pas soldée, le Chef de Service Recouvrement reclassera dans ses bureaux les copies du dossier en question après versement d'une portion de prime.

Le calendrier proposé par un client pour des paiements échelonnés (par la fiche d'engagement) ne doit pas dépasser la durée du contrat, de préférence les trois premiers mois du contrat.

Dans le cas du paiement par chèque, le Chef de Service Recouvrement vérifiera à la période indiquée avec le service comptabilité, l'encaissement ou le rejet de ce chèque.

<u>3ème</u> cas: Le client qui a reçu la facture ou le client qui a signé une fiche d'engagement (pour des paiements fractionnés à des périodes déterminées) ou le client qui a remis un chèque, ne paie pas à temps sa prime ou sa portion de la prime.

Pour l'une de ces situations ci-dessus, le Chef de Service Recouvrement pourrait être chargé, dans les dix jours du non paiement de la prime ou portion de prime, de procéder à une première relance (appel téléphonique dans les cinq premiers jours). Il ne s'agit pas de harceler le client au téléphone, mais de s'assurer que cet impayé ne résulte pas d'un oubli ou d'un retard dû à une situation particulière.

Le Chef de Service Recouvrement doit être aussi courtois que ferme avec son interlocuteur.

La deuxième relance par appel téléphonique interviendra dans les cinq derniers jours si le client ne s'exécute pas ou est introuvable.

Si ces deux tentatives échouent, le Chef de Service Recouvrement se trouverait contraint de rédiger une lettre de relance en plusieurs exemplaires dans le souci de garder une copie qu'il pourra présenter en cas de litige. La lettre de relance doit rappeler la somme due, le numéro de la facture ou de la fiche d'engagement, la date de la créance et la date fixée pour le paiement. Elle pourra être adressée au client dans les cinq jours à compter du dixième jour des deux relances téléphoniques.

Si cette dernière lettre reste vaine, il s'agira pour le Chef de Service Recouvrement d'associer à partir de ce stade le service contentieux pour la sécurisation de la créance en vue d'optimiser le recouvrement.

Toutes ces procédures pourront être précédées d'un inventaire quotidien ou tout au plus hebdomadaire de son répertoire par le chef de service recouvrement. Ce qui pourrait lui permettre de suivre les clients débiteurs et de mener dans le temps imparti les actions définies.

3°) La Comptabilité

Le Chef de Service Comptabilité prendra le soin:

- d'informer les Chefs de Service Production et Recouvrement de la réception d'un paiement différé effectué directement à son niveau (notamment pour le cas des agents généraux et courtiers) ;
- d'acquitter les documents (quittance, facture ou fiche d'engagement) que détiennent les services de recouvrement et de production ;
- de faire des copies des moyens de paiement (chèque, traite) qu'il communiquera aux Chefs de Service Recouvrement et Production.

En outre, le Chef de Service Comptabilité et le Chef de Service Recouvrement pourront vérifier par des rapprochements, les versements effectués par les courtiers et agents généraux conformément à leur bordereau de production mensuel.

Le suivi des reversements de primes par les intermédiaires, le contrôle de la régularité desdits versements et les relances de ces derniers pourraient être effectués conjointement par la Direction Technique, la Direction Administrative et Financière et la Direction de l'Action Commerciale et du Recouvrement. Les relances et recouvrements forcés dans ces cas se feront après épuisement des délais de reversements fixés pour lesdits intermédiaires.

Section 2: OPTIMISATION DES METHODES DE RECOUVREMENT

Nous entendons par optimisation des méthodes de recouvrement, la maximisation desdites méthodes, passant par une sécurisation doublement confortée (recouvrement amiable et contentieux) des créances qui pourra être entreprise avec le minimum de coûts. Cette optimisation pourra se faire en trois phases de recouvrement que l'on peut regrouper en phases non contentieuses et phase « *contentieux* ».

I°) LES PHASES NON CONTENTIEUSES

1°) LA PHASE « AMIABLE »

Cette phase pourra se situer une dizaine de jours après l'envoi de la lettre de relance suivi de la non exécution, voire de la non réaction du client à qui a été adressée une lettre de relance à la dernière adresse connue par l'assureur.

La manifestation de cette phase se fera à partir de l'envoi par le Chef de Service Recouvrement, d'une deuxième lettre de relance recommandée cette fois ci avec accusé de réception à laquelle sera joint le relevé de compte du client concerné. Cet envoi peut être très utile dès le dixième jour à compter du premier envoi (de la première lettre de relance). Cette deuxième lettre de relance doit à la fois fixer un délai de paiement (en général une semaine) et un ultimatum rappelant qu'en cas de non paiement, la procédure amiable prendra fin et que les poursuites seront entamées. Elle ne doit pas par contre contenir des propos pouvant être assimilés à des menaces, des pressions ou injures.

A fortiori, une visite du client par le Chef de Service Recouvrement peut s'avérer nécessaire au terme de l'ultimatum fixé, avant d'aboutir à la phase « pré-contentieux ».

2°) LA PHASE « PRE-CONTENTIEUX »

Cette phase intervient au cas où un client donné n'a pas réagi à la deuxième lettre de relance. Elle commencera à la fin du délai de paiement fixé par l'envoi d'une mise en demeure dix jours après la deuxième lettre de relance infructueuse. Ce qui sous entend dans ce cas que le délai de paiement fixé est de dix jours après la deuxième lettre de relance.

La mise en demeure est une façon d'avertir solennellement le débiteur que l'on a bien l'intention de réclamer son dû. Elle sert à fixer une date de paiement certaine et à prévoir au cours de la phase « pré-contentieux », le « verrouillage » du contrat en cas de non paiement de prime. La mise en demeure doit être envoyée en lettre recommandée avec accusé de réception et sa rédaction est plus formelle car elle doit être conforme à la législation commerciale.

Cette phase résumée au « *verrouillage* » du contrat passe, après l'envoi de la mise en demeure, par la suspension du contrat dans les trente jours qui suivent si le client ne s'exécute toujours pas (par rapport à son obligation de paiement de la prime), puis se termine par la résiliation du contrat dix jours après sa suspension pour non paiement de la prime (ou quarante jours après l'envoi de la mise en demeure).

Les recommandations qui ont été formulées jusque là ne concernent a priori que les affaires nouvelles et les contrats à durée ferme.

Pour ce qui est des contrats à tacite reconduction, le Chef de Service Recouvrement se conformera aux textes du code CIMA en ses articles 13 et 14.

L'article 14 dispose en effet que : « pour les contrats à tacite reconduction, à chaque échéance de prime, l'assureur est tenu d'aviser à la dernière adresse connue, au moins quinze jours à l'avance, l'assuré, ou la personne chargée du paiement des primes, de la date d'échéance et du montant de la somme dont il est redevable.»

En ce qui concerne le recouvrement à proprement dit, l'alinéa 3 de l'article 13 prévoit que lorsqu'une prime ou fraction de prime d'un contrat renouvelé par tacite reconduction est impayée dix jours après son échéance, la garantie ne peut être suspendue que trente jours après la mise en demeure de l'assuré. Au cas où la prime annuelle a été fractionnée, la suspension de la garantie intervenue en cas de non paiement d'une des fractions de prime, produit ses effets jusqu'au terme du contrat sans q'il soit besoin de la renouveler.

Les alinéas 5 et 6 du même article précisent que la formalité de mise en demeure est impérative et que l'assureur ne peut y déroger par une clause. Cette mise en demeure doit se faire dans les formes prévues par l'alinéa 6 qui dispose que : « La mise en demeure ou la résiliation pour non paiement de prime doit se faire par lettre recommandée ou lettre contresignée ».

Quelle que soit la nature du contrat (à durée ferme, en affaire nouvelle ou par tacite reconduction), il serait sécurisant pour la compagnie d'assurances de pouvoir respecter les étapes très fondamentales de la phase « précontentieux ».

Cela permettrait à celle-ci :

- d'interrompre la prescription biennale prévue par l'article 28 du code CIMA (Article 29 : « L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter soit de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité ») ;
- de supprimer le contrat le plus vite possible en limitant ainsi le montant de la dette et d'entamer la phase « contentieux » parce qu'en principe la créance devient à ce stade du recouvrement quasi incertaine et difficilement recouvrable.

II°) LA PHASE « CONTENTIEUX »

L'envoi de la lettre de mise en demeure peut, en général, pousser le client débiteur à régler ses dettes. Si ce dernier ne s'exécute pas jusqu'à ce que son contrat soit résilié, un ultime courrier l'avertira de l'engagement d'une procédure judiciaire car l'envoi de la lettre de mise en demeure ne déclenche pas automatiquement les poursuites judiciaires.

Le recouvrement judiciaire qui constitue en réalité la phase « contentieux » ne devrait être que l'ultime recours parce qu'en principe si les phases amiable et « pré-contentieux » ont été bien suivies, les possibilités de ne pas atteindre cette dernière phase sont très énormes. Ce qui minimiserait les coûts de recouvrement.

Ainsi, un client débiteur qui ne s'exécutera pas ou ne réagira pas à la lettre de mise en demeure jusqu'à résiliation de son contrat, verra son dossier confié à l'avocat ou à l'huissier désigné par la compagnie d'assurances à cet effet.

A charge pour ce dernier d'entamer avec le concours des chefs de services recouvrement et contentieux et de manière rapide, efficace et efficiente la

procédure d'injonction de payer conformément aux dispositions de l'acte uniforme du traité de l'OHADA.

L'injonction de payer est une procédure rapide et peu coûteuse qui, à l'origine, a permis le recouvrement des petites créances commerciales et civiles. Elle concerne les créances certaines, liquides et exigibles. Une créance certaine est celle dont l'existence ne souffre d'aucune contestation. Une créance liquide est une créance dont le montant est déterminable en argent. Quant à la créance exigible, elle est celle qui est arrivée à échéance.

Pour ce qui est de la nature de la créance, l'injonction de payer peut être introduite lorsque ladite créance a une cause contractuelle ou lorsqu'il s'agit de chèque ou d'effets de commerce.

La procédure d'injonction de payer ne comporte pas de phase extra-judiciaire. Il s'agit, par conséquent, d'une procédure judiciaire dont la juridiction territoriale compétente est la juridiction du domicile ou du lieu où demeure effectivement le débiteur ou l'un d'entre eux en cas de pluralité de débiteurs. La compétence d'attribution est celle du Président du Tribunal de Grande Instance siégeant en matière civile et commerciale.

La saisine de la juridiction compétente se fait par voie de requête. Le créancier qui veut recourir à la procédure d'injonction de payer doit déposer une requête en personne ou par son mandataire⁸ au greffe de la juridiction compétente. Par sa requête, le créancier sollicite du Président du Tribunal qu'il lui délivre contre son débiteur une décision portant injonction de payer.

Le contenu de ladite requête doit être conforme à celui prévu par le traité OHADA. En ce qui concerne la décision de la juridiction compétente, deux solutions s'offrent au président de la juridiction compétente, il peut :

- soit rejeter la requête d'injonction de payer,
- soit rendre une décision d'injonction de payer.

Les relances téléphoniques, la première lettre de relance et la poursuite des trois phases décrites sont recommandées pour les cas de primes impayées à l'avenir et des primes arriérées postérieures à fin février 2003. Pour le volume des autres primes arriérées déjà existantes, le traitement suivant peut être préconisé :

⁸ Le mandataire en question doit être celui autorisé par la loi nationale de chaque Etat partie pour le représenter en justice

- pour les primes arriérées frappées par la prescription biennale (parce qu'il n'y aurait pas eu envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception conformément à l'article 29 du code CIMA), antérieures à fin février 2003 et dont la preuve de la dette ne peut plus être établie (par exemple contrat non signé par le client prétendu débiteur), la compagnie d'assurances UAB/IARDT pourra procéder à des annulations sur arriérés de primes en raison d'un pourcentage forfaitairement et arbitrairement plafonné à 20% par an. Ce taux permettra à la compagnie d'apurer lesdits arriérés sur les cinq années à venir (Ce qui paraît statistiquement raisonnable).

Les primes arriérées à annuler prioritairement à hauteur du plafond par an, pourraient être celles dues par des personnes morales ou physiques qui ont disparu (société en faillite ou société devenue insolvable, particulier décédé ou introuvable).

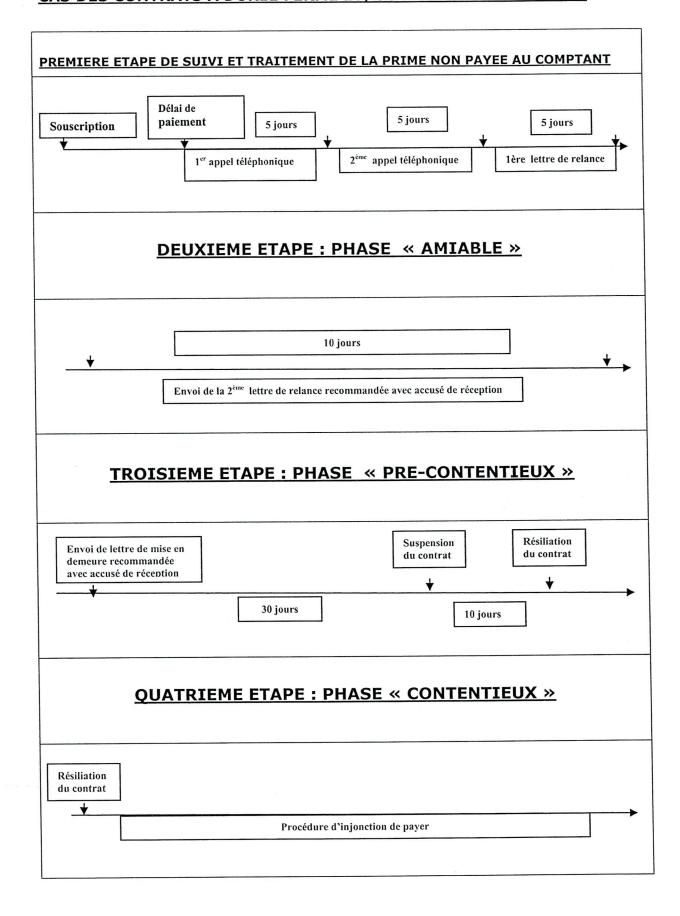
 pour les primes arriérées non frappées par la prescription biennale (parce qu'il y aurait eu envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception conformément à l'article 29 du code CIMA), antérieures à fin février 2003 et dont la preuve de la dette peut être établie (par exemple contrat signé par le client prétendu débiteur), la phase « contentieux » doit être entamée.

Pour les actionnaires, il importe pour les amener à payer leurs dettes de leur communiquer les incidences des arriérés de primes sur la gestion de l'entreprise.

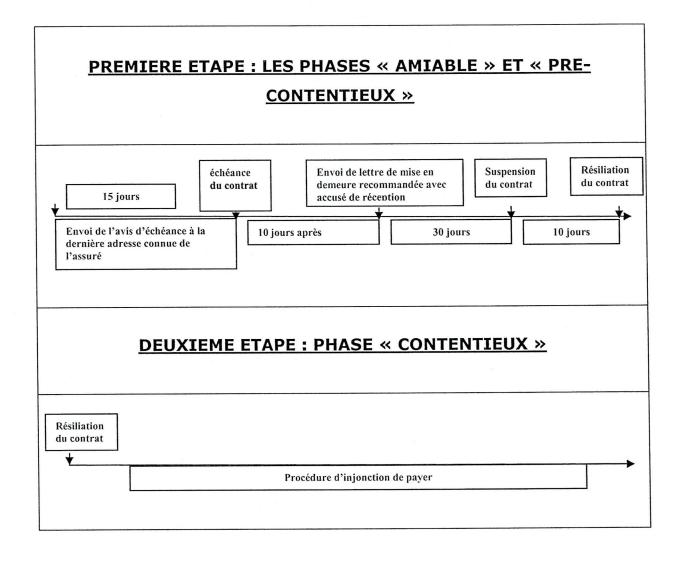
Pour les intermédiaires, il faut envisager de rompre la collaboration (dénonciation de la convention signée entre l'intermédiaire et la compagnie) avec ceux qui ont les niveaux très élevés d'arriérés de primes et difficiles à recouvrer.

Les différentes étapes et phases décrites dans cette section peuvent être synthétisées dans des tableaux récapitulatifs :

CAS DES CONTRATS A DUREE FERME ET/OU AFFAIRES NOUVELLES



CAS DES CONTRATS A TACITE RECONDUCTION



CONCLUSION

CONCLUSION

La logique adoptée dans notre démarche s'articule en deux points développés dans les parties concernées de notre travail :

- d'abord, il s'est agit de déterminer à travers des états appropriés les montants des primes impayées de la compagnie ;
- ensuite, il s'est avéré nécessaire de formuler des recommandations après des analyses conséquentes de ces états.

Dans le premier point, il nous revenait de procéder à la mise en place d'un cadre possible de confection de l'état C9, unique état qui fait cas des primes arriérées, et de ne pas manquer de songer à l'élaboration d'une classification des primes arriérées au 31 décembre 2003.

Lesdits états ont donné des situations précises et claires des niveaux d'arriérés de primes à l'issue desquelles des interprétations ont été faites.

Ces analyses ont donc constitué à moitié le deuxième point de notre travail. Elles ont abouti d'une part, à la confirmation du soupçon des niveaux élevés des arriérés de primes de l'UAB/IARDT et d'autre part à l'identification des causes entraînant ceux-ci.

Ce cheminement pour être cohérent, impose d'aboutir à des critiques et suggestions adéquates face aux difficultés que rencontre l'UAB/IARDT au niveau des émissions qui restent en arriéré.

A cet effet, l'essence de notre étude qui devrait permettre, par son suivi strict et rigoureux de pouvoir résoudre le problème de ces primes arriérées, se retrouve dans le dernier chapitre.

Mais en plus des recommandations formulées dans ce chapitre, force est de reconnaître que vu la nature et la spécifité de l'entreprise d'assurances, le préalable et le socle de son bon fonctionnement, notamment dans l'application

des procédures efficientes de recouvrement, passe par l'existence de structures de contrôle (d'audit interne ou externe et de contrôle de gestion).

En ce qui concerne l'audit de l'entreprise, elle est déjà effectuée par le commissaire au compte, qui est certes un intervenant externe mais dont le rôle est également de contrôler l'entreprise.

Il se trouve que le contrôle de ce dernier s'effectue a posteriori et ne peut que corriger après coup ou pour l'exercice à venir les irrégularités et les anomalies constatées.

A ce propos, il devient dès lors indéniable que l'UAB/IARDT doit mettre en place dans le futur, des voies et moyens de contrôle interne éventuellement limité pour un début, au recouvrement des primes.

Ces voies et moyens de contrôle de gestion circonscrits au recouvrement des primes pourraient être l'œuvre d'une structure interne à l'entreprise qui doit :

- permettre aux dirigeants d'être correctement informés de l'évolution du recouvrement des primes;
- vérifier si les directives des dirigeants sont correctement appliquées par les collaborateurs chargés du recouvrement des primes ;
- analyser les écarts entre les objectifs fixés en la matière et les résultats constatés et suggérer à la direction les mesures correctives éventuellement nécessaires (annulations des arriérés provisionnés pour cause d'irrécouvrabilité après épuisement des procédures de recouvrement et constat d'irrécouvrabilité dûment établi).

Pour un meilleur suivi de la question du recouvrement de primes, des tableaux de bord doivent être préparés par le service du contrôle de gestion en la matière mais commentés et analysés par les responsables opérationnels (dans ce cas le service de recouvrement).

Ce sont ces derniers qui doivent à l'avance, percevoir les écarts, les expliquer et suggérer les correctifs éventuellement nécessaires.

Cela permettrait au contrôle de gestion de suivre avec la plus grande vigilance le rythme d'encaissement des primes émises.

Ainsi, suite aux comptes rendus et aux propositions faites par le contrôle de gestion, l'entreprise éviterait de subir le mauvais sort des énormes montants d'arriérés de primes qui, à long terme, sont compromettants pour elle.

Aussi n'est il pas urgent dans la situation actuelle (en attendant la création du contrôle interne spécifique) de se conformer formellement au manuel de procédures (intégrant nos rectifications) et à nos propositions et recommandations formulées dans ce mémoire ?

ANNEXES

UNION DES ASSURANCES DU BURKINA

(UAB)

OUAGADOUGOU

Manuel des Procédures de Gestion Administrative, Financière et Comptable

Livret 13 Cycle Sécurisation des créances

| Soc | ******* | ****** | | 112 | B | | | | | |
|-------|---------|--------|----|-----|------|------|-----------------|-------|--|--|
| C_0 | nsu | lta | nt | | | | | ORE | | |
| Ob | jet | | | Mi | muel | des | 11 1 166 | dures | | |
| Ve | rsii |)11 | | A, | /RII | . 20 | 04 | | | |

Avril 2004

Alassane TRAORE 01 BP: 1013 Ouagadougou 01 Tél.: 34 22 64

SOMMAIRE

| | | <u>PAGE</u> |
|---------------------------|---|-------------|
| Présentation de l'UAB | | 3 |
| Définition des notions de | contrôle interne et de cycles d'activités | 5 |
| Mode d'emploi du manu | iel | 6 |
| Procédure de mise à jou | r · | 7 |
| CODES | PROCEDURES | |
| PROC. 13 | Payement comptant des primes et suivi des | |
| Procédure 13.01 | impayés Production siège et courtier | • |
| Procédure 13.02 | Suivi des impayés et des courtiers | |
| Procédure 13.03 | Production des agents généraux | |
| Procédure 13.04 | Suivi des impayés des agents généraux | |
| Procédure 13.05 | Recouvrement des créances sur débiteurs div | ers |
| Procédure 13.06 | Recouvrement des créances de coassurance | |
| Procédure 13.07 | Mise en œuvre des procédures de recouvrem | ent |
| | | |

PRESENTATION DE L'UAB

OBJECTIFS ET RESSOURCES

Le présent manuel de procédures s'articule autour des structures organisationnelles de la société, et a pour finalité :

- D'améliorer l'organisation administrative,
- D'assurer une bonne circulation des informations,
- De fiabiliser les informations produites,
- De servir de base de travail pour une informatisation intégrée de la société,
- De faciliter le contrôle de l'exécution des taches.

ORGANISATION

I. - ASSEMBLEE GENERALE

A. POUVOIRS

- 1) L'Assemblée Générale nomme les membres du Conseil d'Administration et renouvelle leur mandat d'administrateur.
- 2) Les Administrateurs peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée Générale.
- 3) L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs des jetons de présences en rémunération de leurs activités.
- 4) L'Assemblée Générale nomme le Commissaire aux comptes et son suppléant et renouvelle leurs mandats.
- 5) L'Assemblée Générale désigne deux scrutateurs parmi ses membres ayant disposé du plus grand nombre de voies et qui acceptent ces fonctions.
- 6) L'Assemblée désigne pour chacune de ses réunions, le secrétaire qui est chargé d'élaborer ses procès verbaux : le secrétaire peut ne pas être actionnaire.
- 7) L'Assemblée Générale statue sur les comptes de chaque exercice au plus tard le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice considéré et ce, après avoir pris connaissance du rapport de commissaire des comptes et de celui du conseil d'administration. (Le commissaire aux comptes doit mentionner dans un rapport spécial des sommes versées aux administrateurs et dirigeants à titre de rémunération ou commission pour les contrats d'assurance souscrits par leur intermédiaire conformément à l'article 329.7 du code CIMA.)
- 8) L'Assemblée Générale peut, après déduction des réserves légales prélever du bénéfice distribuable toutes sommes quelle juge nécessaire d'affecter à la dotation de réserve facultative ou en report à nouveau.
- 9) L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition; dans ce cas elle doit indiquer expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.
- 10) L'Assemblée Générale ou à défaut le Conseil d'Administration, fixe les modalités de mise en payement des dividendes en actions ou en numéraires dans les délais

- prévus par la loi, notamment dans le respect des dispositions de l'article 329.8 du code CIMA.
- 11) L'Assemblée générale ne peut procéder à la modification des statuts qu'après accord du ministre en charge du secteur des assurances conformément à l'article 305 du code CIMA.

B – **FONCTIONNEMENT**

- 1° Les Assemblées générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi; Ces réunions ont lieu au siège de la société ou en tout autre lieu précisé par l'avis de convocation.
- 2) La participation aux réunions de l'Assemblée générale est régit par les dispositions légales et statuaires y afférentes.
- 3) Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration, ou en cas d'absence, par un administrateur délégué à cet effet par le conseil d'Administration. A défaut, l'Assemblée Générale élit elle-même son Président
- 4) Les réunions de l'Assemblée Générale sont toujours sanctionnées par des procès verbaux dont les copies ou extraits de délibération sont délivrés et certifiés conformément à la loi.
- 5) L'Assemblée Générale tient pour chacune de ses réunions une feuille de présence dans les conditions par la loi : la feuille de présence est émargée par les actionnaires présents et les mandataires au moment de l'entrée en séance. La feuille de présence est certifiée par les scrutateurs.
- 6) Les Assemblées Générales Ordinaires, extraordinaires et spéciales statuent dans les conditions de quorum et de majorité prévues par les dispositions légales qui les régissent respectivement.
- 7) A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, la liquidation de la société sera effectuée selon les dispositions légales notamment le code des assurances (CIMA)

II. - CONSEIL D'ADMINISTRATION

A-POUVOIRS

1) Le Conseil d'Administration fixe les objectifs de la société et l'orientation qu'il doit donner à son administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et autorisé tous actes et opérations relatifs à son objet, sauf dans la mesure où la loi où les statuts en délimitent expressément les conditions et l'étendue.

2) Le Conseil d'Administration nomme parmi ses membres personnes physiques un président dans le respect des critères d'éligibilité prévus par le code des assurances; il fixe ses attributions et la durée de son mandat d'administrateur. Le Président ne peut exercer simultanément plus de trois mandats de président de

société anonyme au Burkina faso. Le Conseil d'Administration peut le révoquer à tout moment dans le respect des dispositions de l'article du code CIMA.

- 3) Si un ou plusieurs sièges d'administrateurs deviennent vacants entre deux assemblées générales par suite de décès ou de démission, le Conseil d'Administration peu procéder à des nominations à titre provisoire.
- 4) Le Conseil d'Administration désigne un administrateur ou toute autre personne même non-actionnaire, dans les fonctions de secrétaire.
- 5) Le Conseil d'Administration exerce un contrôle permanent de la gestion assurée par le Directeur Général.
- 6) Ler Conseil d'Administration arrête les états financiers de chaque exercice et établit le rapport de gestion sur l'activité, et les soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.
- 7) Le Conseil d'Administration peut allouer des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés aux administrateurs, dans le respect des dispositions légales y afférentes.
- 8) Est soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, toute convention entre la société et l'un des Administrateurs ou Directeur Général; soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée. Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise, si l'un des Administrateurs ou le Directeur Général est associé en nom, gérant, administrateur, Directeur Général: ou membre du conseil de gestion de l'entreprise.
- 9) En cas d'empêchement, de décès ou révocation du Directeur Général, le Conseil d'Administre nomme un nouveau Directeur Général ou délègue un Administrateur dans les fonctions de Directeur Général.
- 10) Le conseil d'Administration fixe les conditions du contrat ; le mode et le montant de la rémunération du Président et du Directeur Général dans leur acte de nomination.
- 11) Le Conseil d'Administration veille à la bonne tenue du registre des actions et du registre spécial des transferts.
- 12) Le Conseil d'Administration autorise la cession des actions à des tiers étrangers à la société. Cependant toutes opérations de vente conférant à un actionnaire 20 ou plus du capital social ou la majorité du droit de vote à l'assemblée générale est soumis à l'autorité préalable du ministre en charge du secteur des assurances conformément à l'article 329.7 du code CIMA

B. FONCTIONNEMENT

- 1) Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que nécessaire sur la convocation de son président, et celle du tiers au moyen de ses membres si le conseil ne s'est pas réuni plus de deux mois. La convocation est faite trois jours au moins à l'avance par lettre, télégramme ou télex. Mais elle peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent
- 2) Les délibérations du conseil d'administration ne sont valables que si la moitié des au moins de ses membres sont présents ou sont représentés. Les décisions du conseil sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

La convocation est faite trois jours au moins à l'avance par lettre, télégramme ou télex; mais elle peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

2) Les délibérations du Conseil d'Administration ne sont valables que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

- 3) Les Administrateurs empêchés peuvent se faire représenter par un de leurs collègues désignés spécialement à chaque séance par lettre ou par télégramme étant entendu qu'un même administrateur ne peut avoir plus d'un mandat de représentation.
- 4) Un registre de présence signé par les administrateurs participant est tenu pour chaque séance du Conseil d'Administration.
- 5) Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux établis et signés conformément aux dispositions légales en vigueur.

III. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- 1° Le président du Conseil d'Administration préside les Assemblées générales d'actionnaires, ainsi que les réunions du Conseil d'Administration.
- 2) Il établit et signe les avis de convocation aux réunions du Conseil. L'avis de convocation dot présider l'ordre du jour de la réunion.
- 3) Il vérifie les conditions du quorum te de majorité afin de s'assurer de la validité des délibérations de l'Assemblée Générale et celles et celle du Conseil d'Administration.
- 4) D'une manière générale il exerce les attributions que le Conseil d'Administration lui a fixées.

IV. LE DIRECTEUR GENERAL

- 1) Le Directeur Général assume sous ses responsabilités la gestion des affaires sociales.
- 2) Le Directeur Général représente la Société dans ses rapports avec les tiers, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance dans les limites de ses attributions fixées par le Conseil d'Administration.

Dans ses rapports avec les tiers, la Société est engagée par ses actes, même ceux qui ne relèvent pas de l'objet à moins de prouver que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet.

En cas d'absence temporaire l'intérim du Directeur Général est effectué sur la base d'une note d'intérim signée par ce dernier.

DEFINITION DES NOTIONS DE CONTROLE INTERNE ET DE CYCLES D'ACTIVITES

1. LE CONTROLE INTERNE

Le contrôle interne peut être défini comme « l'ensemble des sécurités qui contribuent à assurer d'une part, la protection, la sauvegarde du patrimoine et la qualité de l'information, d'autre part, l'amélioration des performances ». Il se caractérise par la mise en place, au sein de l'entreprise, d'un système d'organisation, de méthode et de procédures garantissant la pérennité de cette dernière.

Le contrôle interne aura de ce fait, plusieurs objectifs :

- Objectifs comptables : aspects du contrôle interne qui permettent la production de comptes sincères et réguliers ;

- Objectifs administratifs et opérationnels: aspects du contrôle interne qui permettent la prévention et la détection rapides des fraudes et assurent la production d'informations de gestion fiables et l'analyse des performances.

Il est évident que ces deux aspects du contrôle interne sont étroitement liés :

Les procédures opérationnelles et administratives ont une incidence certaine sur le degré de régularité et de sincérité des documents comptables produits : plus les procédures opérationnelles et administratives accusent des déficiences, plus la fiabilité des états financiers édités est entachée. Ainsi, les retards dans les travaux de contrôle et de transmission des factures des fournisseurs aux services comptables créent les conditions d'omissions de comptabilisation ou de comptabilisation à des périodes inadéquates de ces factures, ce qui rend inexacts les états financiers produits. Ainsi, l'absence de prises d'inventaire (ou une mauvaise prise d'inventaire) des stocks fait peser une incertitude sur les montants comptables de stocks.

Inversement, les procédures comptables efficaces favorisent la production d'informations pertinentes permettant la prise de décision correcte au plan opérationnel et administratif et la détection des fraudes. Ainsi, une analyse régulière des comptes permet aux services comptables de mettre en place les dispositifs d'un recouvrement rapide des créances arriérées et assure également la détection de tout règlement des clients détournés par un employé. De même, l'analyse régulière des comptes de mouvements de fonds permet la détection de tout retrait au niveau des comptes de caisse ou de banques non reversés dans d'autres comptes de trésorerie.

La mise en place d'un contrôle interne efficace est largement conditionnée par :

 L'existence d'un Manuel des Procédures Administratives et Comptables et d'un service chargé de veiller à l'application de ces procédures.

L'existence d'un système satisfaisant de conservation des données (classement) et de documentation.

2. MANUEL DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES.

Le contrôle interne ne peut être efficace que si les différentes tâches sont clairement définies au niveau de chacune des fonctions :

- la définition des tâches doit être la plus détaillée possible et répondre aux objectifs de contrôle interne.
- La définition des pouvoirs et des responsabilités doit être précise : il convient à ce niveau d'éviter les cumuls de fonctions incompatibles, sources possibles de fraudes.
- Les schémas de circulation des informations doivent être nettement définis et les détails de transmission pour éviter les retards ou les pertes d'informations.

3. COMPETENCES DU PERSONNEL

C'est un critère essentiel, la fiabilité du système d'organisation dépendant étroitement du niveau de compétence et d'intégrité du personnel. La définition de procédures satisfaisant pleinement aux objectifs du contrôle interne n'est pas en soi une condition suffisante pour assurer l'efficacité de ce contrôle interne : il est primordial que les hommes chargés de l'application (et de la surveillance de l'application effective) de ces procédures remplissent les critères de compétence et d'intégrité.

4. SYSTEME SATISFAISANT DE CONSERVATION DES DONNEES ET DE DOCUMENTATION

Les informations produites doivent être suffisantes qualitativement et quantitativement, de manière à permettre les analyses et les recoupements.

Elles doivent être conservées dans les bonnes conditions, puisque cette conservation détermine l'efficacité des contrôles a posteriori.

MODE D'EMPLOI DU MANUEL

Le présent manuel vous fournit cycle par cycle, les procédures détaillées des travaux administratifs et comptables assurés par l'UAB.

Les tâches ont été regroupées par cycle et chaque cycle en procédures.

Les différents cycles et les procédures ont été codifiés de la façon suivante :

- PRCO: Procédure opérationnelle
- PRCO.1: Cycle 1
- PRCO.1.01: Procédure 1.01

Au niveau du descriptif de chaque tâche nous avons :

- Une cartouche de présentation;
- Une note introductive;
- Le détail des procédures.
- La cartouche de présentation indique principalement le cycle et son code, la procédure et son code, le nombre de pages qui composent la description, le rédacteur, la date de mise à jour et la périodicité;
- 2. La note introductive rappelle la description de la fonction et les objectifs du contrôle interne;
- 3. Le détail des procédures comptables indique les étapes, les services intervenants, les opérations réalisées, les références des supports.

Le manuel des procédures administratives, financières et comptables de l'UAB est subdivisé en livrets regroupés par cycle d'activités :

Livret 1: Organigramme et analyse des postes

Livret 2 : Gestion du personnel Livret 3 : Gestion du matériel

Livret 4: Gestion de la production Livret 5: Gestion des sinistres

Livret 6: Réassurance

Livret 7 : Trésorerie caisse et banque Comptabilité générale Livret 9 : Comptabilité análytique

Livret 10 : Gestion budgétaire
Livret 11 : Audit interne
Livret 12 : Contrôle interne

Livret 13 : Sécurisation des créances

PROCEDURE DE MISE A JOUR

OBJECTIFS DU MANUEL DES PROCEDURES

Les objectifs du manuel de procédures se résument comme suit :

- Décrire l'organisation de l'Union des Assurances du Burkina;
- Définir les procédures à mettre en œuvre pour l'ensemble du personnel comptable, administratif et technique ainsi que décrire les tâches lui incombant,
- Formaliser les contrôles et procédures à effectuer au sein de la structure et définir les responsabilités à chaque étape du circuit des documents,
- Elaborer un système de suivi des activités de l'entreprise par la mise en place de tableaux de bord de gestion.

LA COMPOSITION DU CARTOUCHE

Le manuel des procédures de gestion de l'UAB comporte un cartouche qui reprend les informations de base caractéristiques du poste ou de la procédure. Le cartouche donne les informations suivantes :

- Le nom de la société,
- Le code de classement,
- La date de mise à jour (de rédaction),
- Le folio (numéro de pages et nombre total de pages),

PRINCIPES D'ACTUALISATION ET DE CONSERVATION

Le manuel des procédures de gestion de l'UAB est un document susceptible d'être modifié et mis à jour au fur et à mesure de l'évolution de la société et de son activité.

La mise à jour du manuel doit faire l'objet d'une note de service émanant de la Direction générale. Une numérotation appropriée des notes de service relatives à l'actualisation du manuel doit permettre d'en suivre l'exhaustivité.

La liste des postes, des natures de procédures et des cycles d'opérations ne peut faire l'objet d'actualisation qu'à titre exceptionnel. Par contre, des ajouts éventuels peuvent être opérés.

L'actualisation nécessite:

- De modifier le sommaire des procédures du cycle concerné si nécessaire ;
- D'insérer les nouveaux postes ou la version actualisée de l'organisation de base;
- D'insérer la nouvelle procédure ou sa version actualisée;
- De mettre à jour les fichiers sur lesquels figurent le manuel des procédures.

Le manuel des procédures de gestion de l'UAB doit être édité en autant d'exemplaires que d'acteurs dans le processus. Il en faut au minimum un complet par service et un partiel pour chacun des intervenants.

Par ailleurs les versions remplacées doivent être conservées dans un classeur spécifique en cas de contrôle ou de recherche sur les opérations anciennes effectuées dans le cadre des procédures antérieures.

Le manuel doit être facilement accessible aux acteurs du processus et aux différents auditeurs internes et externes.

Le manuel est stocké sous forme de support informatique dans un répertoire spécifique du disque dur qui contiendra tous les fichiers relatifs à ce document.

Le répertoire est structuré comme le manuel des procédures afin de faciliter l'accès à l'information et la mise à jour du document

PROCEDURES DE MISE A JOUR DU MANUEL DE PROCEDURES

Les révisions du manuel de procédures sont autorisées par le Président du Conseil d'Administration sur proposition du Directeur Général en fonction des besoins. Toute modification apportée au manuel doit être communiquée à l'ensemble des partenaires financiers.

La département chargé des Services Généraux tient un registre de toute personne en possession d'un exemplaire du présent manuel des procédures. Il est responsable de la gestion des révisions et de la conservation d'un exemplaire de chaque révision obsolète.

| UAB | SECURISATION CREANCES | DES | Code cycle PRCO.1 | Date : Avril 2004 | Folio: 1/1 |
|-----------|-----------------------|-----|------------------------|--------------------|--------------|
| Procédur | e: Introduction | | | | |
| Périodici | té : Permanente | | Classement: PRCO.13. 0 | 0 Rédacteur : Alas | ssane TRAORE |

1. OBJECTIFS DE LA PROCEDURE

2. OBJECTIFS DU CONTROLE INTERNE

| UAB | SECURISATION DES CREANCES | Code cycle PRCO.1 Date : Avril 2004 | | Folio: 1/3 | |
|---|------------------------------|--|--|----------------|--|
| Procédure : Paiement comptant des primes et suivi des impayés | | | | | |
| Périodicité : Permanente | | Classement: PRCO.13. 01 Rédacteur: Alassan | | lassane TRAORE | |

13.01.1. Production siège et courtiers

- Le chef du service sinistre applique en ce qui concerne les particuliers, la règle du paiement comptant des primes.
 - Dans le cadre du respect de cette règle, il utilise au besoin les barèmes de fractionnement des primes et de la durée des garanties correspondantes, ou les barèmes d'assurances temporaires.
 - Pour les personnes morales ou les assurés titulaires de grosses polices devant bénéficier de différés de paiement, le chef du service sinistre soumet à la signature du souscripteur et/ou à son courtier muni d'un mandat d'encaissement, un échéancier dont le terme ne peut pas dépasser l'échéance du contrat.
 - Le chef du service sinistre veille personnellement à ce qu'un exemplaire de toute police dont le paiement de la prime est différé, soit retourné à la société, dûment signé par le souscripteur concerné.
 - Le chef du service sinistre assure le suivi des paiement échelonnés résultant de l'échéancier par le biais d'un agenda.
 - Le chef du service sinistre envoie au souscripteur et/ou à son courtier muni d'un mandat d'encaissement une lettre de rappel à chaque fois qu'une échéance n'est pas payée.
 - Le chef du service sinistre effectue une visite de recouvrement auprès du souscripteur et/ou du courtier muni d'un mandat d'encaissement après deux lettre de rappel sans suite.
 - En cas de persistance du non paiement, le chef du service sinistre signe une lettre de mise en demeure par voie recommandée avec accusé de réception adressée au souscripteur et envoie une ampliation à son courtier.
 - Il transmet le dossier au chef du département commercial pour une mise en œuvre de la procédure de recouvrement forcé.

13.01.2. Suivi des impayés du siège et des courtiers

A la fin de chaque mois et au plus tard le 5du mois suivant le chef du service sinistre établit une liste nominative :

- Des émissions
- Des encaissements ventilés par exercice et par branche
- Des impayés ventilés par exercice et par branche
- Des annulations ventilées par exercice et par branche

| UAB | SECURISATION DES CREANCES | Date | | Folio: 2/3 | | |
|--------------------------|---|-------------------------|-----------------|--------------|--|--|
| Procédu | Procédure : Paiement comptant des primes et suivi des impayés | | | | | |
| Périodicité : Permanente | | Classement: PRCO.13. 01 | Rédacteur : Ala | ssane TRAORE | | |

A la fin de chaque exercice et au plus tard le 30 janvier suivant, il établit une liste nominative :

- des émissions de l'exercice
- . des encaissements ventilés par exercice et par branche
- des impayés ventilés par exercice et par branche
- des annulations ventilées par exercice et par branche

Sur la base de ces états mensuels et annuels, il effectue tous travaux de rapprochement et de régularisation avec la comptabilité de manière à corriger tout écart pouvant subsister entre sa situation et celle passée par la comptabilité au niveau du fichier « assurés »

Il transmet contre décharge la situation rapprochée et les dossiers concernés au chef du département commercial

13.01.3 Production des agents généraux

Le chef du département commercial applique pour les agents généraux la règle du paiement comptant des primes dans les mêmes conditions que celles d'écrites au 77.1 ci-dessus

Il est directement responsable de l'application effective de cette règle par les agents généraux de la société et il est tenu d'exiger l'envoi par ces derniers au plus tard le 5 de chaque mois, des moyens de paiement dont le montant doit correspondre à celui des émissions r résultant des bordereau du mois écoulé.

A la demande des agents généraux, il est seul habileté à autoriser l'octroi de moratoires ou des différés de paiements : dans ce cas il assure le suivi d'exécution de paiement échelonnés résultant les facilités de paiement accordées.

Il met en œuvre la procédure de mise en demeure et de recouvrement forcé.

13.01.4Suivi des impayés des agents généraux

Le chef du département commercial établit à la fin de chaque trimestre et au plus tard 15 jours après, une liste nominative par agent général :

- des émissions
- des encaissements ventilés par exercice et par branche
- des impayés ventilés par exercice et par branche
- des annulations ventilées par exercice et par branche

Il établit à la fin de chaque exercice et au plus tard le 30 janvier suivant, une liste nominative par agent général :

| UAB | SECURISATION DES Code cycle PRCO.1 Date : Avril 2004 | | Folio: 3/3 | | |
|---|--|------------------------|----------------|----------------|--|
| Procédure : Paiement comptant des primes et suivi des impayés | | | | | |
| Périodicité : Permanente | | Classement: PRCO.13. 0 | Rédacteur : Al | lassane TRAORE | |

- des émissions de l'exercice
- des encaissements ventilés par exercice et par branche
- d es impayés ventilés par exercice et par branche
- des annulations ventilées par exercice et par branche.

Sur la base de ces états trimestriels et annuels, il effectue à la fin de chaque trimestre tout travaux de rapprochement et de régularisation de manière à corriger tout écart pouvant subsister entre sa situation et celle de la comptabilité au niveau du fichier « assurés ».

Il effectue au moins une fois par trimestre une tournée des agences sur la base d'un calendrier transmis au préalable à la direction générale et rend compte par écrit à cette dernière, de la situation de chaque agence et ce au plus tard dix jour après son retour au siège.

| UAB | SECURISATION DES CREANCES | Code cycle PRCO.1 | Date: Avril 2004 | Folio: 1/1 | | |
|---------|--|-------------------------|-------------------|--------------|--|--|
| Procédi | Procédure : Recouvrement des créances sur débiteurs divers | | | | | |
| Périodi | cité : Permanente | Classement: PRCO.13. 02 | 2 Rédacteur : Ala | ssane TRAORE | | |

L'activité de sécurisation et de recouvrement des créances sur débiteurs divers est exercée par le chef du service comptable.

- Il établit et tient à jour pour chaque exercice, un état récapitulatif et nominatif des créances sur débiteurs divers.
- Il établit toutes correspondances de réclamation et l'adresse à l'intervalle régulier d'(1) mois, aux débiteurs concernés.
- Il effectue auprès des débiteurs concernés, des visites de recouvrement et soumet à leur signature tous actes de reconnaissance de dette ou tous actes d'engagement de payer ou tous échéanciers de paiement.
- En cas de non paiement, il transmet par bordereau de transmission les dossiers de créances impayés, accompagnés des pièces justificatives et des engagements souscrits par les débiteurs, au chef du département commercial pour mise en œuvre des procédures de recouvrement.
- Il n'effectue de paiement quelconque qu'après avoir vérifié si le bénéficiaire ne figure pas sur les listes nominatives de créances; s'il y figure, il obligé d'effectuer une compensation entre la créance due par le bénéficiaire et la somme due par la société.

| UAB | SECURISATION DES CREANCES | Code cycle PRCO.1 | Date | : Avril 2004 | Folio: 1/1 |
|--|------------------------------|------------------------|------|-------------------|-------------|
| Procédure : Recouvrement des créances de coassurance et de réassurance | | | | | |
| Périodici | té : Permanente | Classement: PRCO.13. 0 | 3 | Rédacteur : Alass | sane TRAORE |

L'activité de recouvrement des créances de coassurance et de réassurance est exercé par le chef du service sinistre.

- le chef du service sinistre assure le suivi des paiements des quotes-parts au profit de la société sur chaque police dans laquelle elle participe à la coassurance.
- Il établit les correspondances de réclamation des dites quotes-parts à l'apériteur à intervalle régulier d'un mois à compter de la signature de la participation de la société.
- Il établit à la fin de chaque trimestre la situation de chaque partenaire coassureur et propose s'il y a lieu toute opération de compensation ou de paiement réciproque.
- Il procède à la fin de chaque exercice au plus tard le 30 janvier suivant à des demandes de confirmation de solde auprès de chaque réassureur et en cas de confirmation de solde en faveur de la société, réclame le paiement dudit solde au co-assureur concerné.
- Il transmet contre décharge au chef du département commercial, les dossiers de réclamation après épuisement des procédures amiables

Le chef du département commercial et du recouvrement chargé de l'inspection des agences met en œuvre les procédures de recouvrement après épuisement des procédures amiables de réclamation.

A cet effet:

- Il dispose des bordereaux d'émission et d'encaissement des agents généraux et assure le suivi de leurs impayés
- Il reçoit contre décharge du chef du service sinistre :
 - Les listes nominatives des primes impayés, les chèques, traites et autres instruments de paiements non honorés et pour lesquels les procédures amiables de réclamations sont épuisées;
 - Les pièces justificatives desdites créances à savoir : les contrats et avenants signés par la société et par le souscripteur, et s'il y a lieu les échéanciers, reconnaissances de dette, engagement de payer etc...ainsi que les copies de correspondances échangées entre le débiteur et la société.
 - Il reçoit du chef du service comptable, les dossiers relatifs aux créances sur débiteurs divers ainsi que les pièces justificatives desdites créances, lorsque les procédures amiables de réclamation sont épuisées.

| UAB SECURISATION DES CREANCES | | Code cycle PRCO.1 Date: Avril 2004 | | Folio: 1/1 | |
|-------------------------------|--|---------------------------------------|-----------------|-----------------------------|--|
| Procédi | Procédure : Mise en œuvre des procédures de recouvrement | | | | |
| Périodicité : Permanente | | Classement: PRCO.1304 | 4 Rédacteur : A | Rédacteur : Alassane TRAORE | |

- Le chef du département commercial et du recouvrement chargé de l'inspection des agences, tient un registre où il enregistre par ordre de date de réception les dossiers qui lui sont transmis, ainsi que les diligences qu'il a mises en œuvre et les résultats de ses actions
- Il décharge les bordereaux ou registres de transmission des dossiers.
- Il envoie aux débiteurs des mises en demeure de payer par lettre recommande avec accusé de réception en leur accordant un délai de quinze jours pour s'exécuter.
- Il peut se faire aider dans cette tâche par des cabinets privés de recouvrement liés à la société par un contrat de prestation définissant les modalités d travail et de rémunération approuvées par signature par le Directeur Général.
- A l'issue du délai de quinze jours :
- Il transmet les chèques, traites et autres instruments de paiement revenus impayés à un huissier de justice pour exécution.
- Il transmet les dossiers comportant des pièces justificatives à un avocat à charge par ce dernier de mettre en œuvre les procédures judiciaires de recouvrement
- Il n'accepte une suspension des poursuites que moyennant paiement d(au moins vingt cinq pour cent (25%) de la créance.
- Il décompte et veille à ce que les faits de recouvrement soient imputés au débiteur.

Il veille à ce que les encaissements effectués par les agents de recouvrement soient renversés au jour le jour à la caisse.

A l'encaissement des impayés, les agents de recouvrement signent et remettent aux débiteurs un avis de recouvrement tiré d'un carnet numéroté à trois volets.

- Un volet est remis au caissier avec la somme encaissée : contre cette remise le caissier émet un avis de recette
- Un volet est classé dans le dossier du débiteur pour mise à jour
- Un volet est conservé dans le carnet comme souche

Il contrôle les souches des carnets de fiches de recouvrement détenus par les agents de recouvrement itinérants.

Sue cette base il s'assure du reversement effectif des sommes recouvrées à la caisse et l'émission par cette dernière des avis de recettes correspondants.

A la fin de chaque exercice, en rapport avec le service sinistre il transmet au service comptable la liste nominative des assurés débiteurs dont l'encaissement des primes impayées est incertain (clients douteux).

A la fin de chaque exercice, il transmet au chef du service comptable, la liste des clients des agents généraux dont l'encaissement des primes impayées est incertain (clients douteux).

| UAB | SECURISATION D CREANCES | ES | Code cycle PRCO.1 | Date | : Avril 2004 | Folio: 2/2 |
|--|----------------------------|----|-------------------------|------|-----------------------------|------------|
| Procédure : Mise en œuvre des procédures de recouvrement | | | | | | |
| Périodicité : Permanente | | | Classement: PRCO.13. 04 | | Rédacteur : Alassane TRAORE | |

A la fin de chaque exercice, il transmet au chef du service comptable la liste nominative des assurés qui doivent des primes dont l'irrévocable est définitivement établie.

- Soit parce que le débiteur est introuvable ou insolvable
- Soit parce que la mise en œuvre des procédures de recouvrement amiable et contentieux n'a eu de résultat positif
- Soit pour d'autres motifs.

Sur la base de ces listes, le chef du service comptable, et le chef du service sinistre, en rapport avec le chef du département commercial, établissent les bordereaux d'annulation de primes et calculent les provisions pour dépréciation et les provisions pour annulation.

Le chef du département commercial veille à ce que les primes encaissées après leur annulation fassent l'objet d'une rémission

A la fin de chaque trimestre, le chef du département commercial établit un compte rendu de ses activités de recouvrement à l'intention du Directeur Général.

Dès réception de ce compte rendu, le Directeur Général convoque le comité de direction qui consacre une réunion par trimestre au suivi des créances impayées.

BIBLIOGRAPHIE:

OUVRAGES GENERAUX

- ASSI-ESSO H. Anne-Marie/DIOUF Ndiaw <u>RECOUVREMENT DES</u> CREANCES, OHADA Collection Droit uniforme Africain 2002
- CROSO Alain <u>RECOUVREMENT DES CREANCES</u> Encyclopédie DELMAS, 2^{ème} édition Collection Française

OUVRAGES SPECIALISES

- SIMONET Guy <u>COMPTABILITE DES SOCIETES D'ASSURANCES</u> l'Argus, Paris édition 1975, édition 1981, édition 1992 155 pages
- SIMONET Guy <u>RATIOSCOPIE DE L'ASSURANCE</u> l'Argus, Paris édition 1987 117 pages
- UZAN Sylvain <u>POUR COMPRENDRE LES COMPTES DES ENTREPRISES</u> D'ASSURANCES l'Argus, Paris édition 1985

COURS, MEMOIRES ET RAPPORTS

- BISSON Gilbert <u>COURS D'ORGANISATION ET GESTION D'UNE</u> <u>SOCIETE D'ASSURANCES</u> DESS-A 16^{ème} PROMOTION 2002-2004 IIA
- COURMONT Benoît <u>COURS DE CONTROLE SUR PIECES ET SUR PLACE</u> DESS-A 16^{ème} PROMOTION 2002-2004 IIA
- LATRASSE Michel <u>COURS DE COMPTABILITE DES SOCIETES</u> <u>D'ASSURANCES</u> DESS-A 16^{ème} PROMOTION 2002-2004 IIA
- LATRASSE Michel COURS D'ANALYSE TECHNIQUE ET FINANCIERE <u>D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCES</u> DESS-A 16ème PROMOTION 2002-2004 IIA

- LOUISOT Jean Paul <u>COURS DE RISK MANAGMENT</u> DESS-A 16^{ème} PROMOTION 2002-2004 IIA
- MONTECHO égouletti <u>COURS DE GENERALITES ET BASES</u> <u>TECHNIQUES</u> MST-A 4ème PROMOTION 1998-2000 IIA
- TRAORE Si Salifou <u>ANALYSE FINANCIERE ET TECHNIQUE D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE-CREDIT : CAS DE L'AGENCE SENEGALAISE D'ASSURANCE POUR LE COMMERCE EXTERIEUR (ASACE)</u> (mémoire 12ème promotion IIA)
- YEATMAN Jérôme <u>COURS DE CONTROLE DE GESTION DES</u> <u>SOCIETES D'ASSURANCES</u> DESS-A 16^{ème} PROMOTION 2002-2004 IIA

REVUES

■ REVUE Internet-Solo LES NOUVELLES SOLUTIONS DES PETITES ENTREPRISES N°12 Mars/Avril 2004

CODES

 CODE DES ASSURANCES DES ETATS MEMBRES DE LA CIMA, éditions 2001 et 2004

TABLE DES MATIERES

| Page | 3S |
|---|-----|
| INTRODUCTION | 1 |
| 1ère PARTIE: FONDEMENTS ET UTILITES DE L'ETAT C9 | 6 |
| CHAPITRE 1 : PRESENTATION DE L'ETAT C9 | 6 |
| Section 1 : MODELE DE L'ETAT C9 | 7 |
| I°) TRACE DE L'ETAT C9 | .7 |
| II°) COMMENTAIRES ET EXPLICATIONS DES RUBRIQUES DE L'ETAT C9 | .8 |
| 1) Emissions | 8 |
| Section 2 : CARACTERISTIQUES DE L'ETAT C9 | .9 |
| I°) L'ETAT C9 COMME ETAT STATISTIQUE | 9 |
| II°) L'ETAT C9 COMME INSTRUMENT DE CONTROLE DE GESTION | .10 |
| CHAPITRE 2 : ETAT C9 ET SITUATION DES ARRIERES DE PRIMES DE L'UNION DES ASSURANCES (UAB) IARDT | 12 |
| Section 1 : CONFECTION DE L'ETAT C9 DE L'UAB/IARDT | 13 |
| I°) PROCEDES D'ETABLISSEMENT DE L'ETAT C9 DE L'UAB/IARDT : RECHERCHE ET COLLECTE DES DONNEES | .13 |
| 1) 1 ^{ère} LIGNE : Emissions | 13 |

| II°) ETAT C9 CONFECTIONNE (VENTILATION PAR BRANCHE ET PAR EXERCICE DE SOUSCRIPTION DES PRIMES ARRIERES, ENCAISSEMENTS ET ANNULATIONS)14 |
|--|
| Section 2 : TYPOLOGIE DES ARRIERES DE PRIMES17 |
| I°) ETAT AU 31 DECEMBRE 2003 DES PRIMES ARRIERES DE L'UAB/IARDT18 |
| II°) COMMENTAIRES SUR L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2003 DES PRIMES (ARRIERES TOUTES TAXES COMPRISES)19 |
| 2 ^{ème} PARTIE : NECESSITE ET IMPLICATIONS DE L'ETAT C922 |
| CHAPITRE 1 : ANALYSE DE L'ETAT C9 CONFECTIONNE22 |
| Section 1: INTERPRETATIONS DES EMISSIONS, ANNULATIONS, ENCAISSEMENTS ET ARRIERES DE PRIMES DE L'ETAT C9 CONFECTIONNE |
| I°) APPROCHE D'ANALYSE PAR EXERCICE D'INVENTAIRE23 |
| 1) Emissions |
| II°) APPROCHE D'ANALYSE PAR EXERCICE DE SOUSCRIPTION32 |
| 1°) Détermination des stocks d'arriérés de primes au 31/12/200333 2°) Analyse des stocks de primes arriérées par exercice de souscription34 |
| • Section 2: LES INCIDENCES DES ARRIERES DE PRIMES36 |
| I°) INCIDENCE SUR LE RATIO CHARGE DE SINISTRES SUR PRIMES ACQUISES |

| CHAPITRE 2 : PROPOSITIONS ET RECOMMANDATIONS DECOULAN' L'ANALYSE DE L'ETAT C9 | |
|--|----------|
| Section 1 : ELABORATION D'UN PLAN DE GESTION ET DE CONTROLE DES ARRIERES DE PRIMES | 50 |
| I°) ROLE DU MANUEL DE PROCEDURE | 50 |
| II°) SUIVI ET TRAITEMENT DES ARRIERES DE PRIMES | 52 |
| 1) La production | 53 |
| Section 2 : L'OPTIMISATION DES METHODES DE RECOUVREMENT | 56 |
| I°) LES PHASES NON CONTENTIEUSES | 56 |
| 1) La phase « amiable » 2) La phase « pré-contentieux » | 56 56 |
| II°) LA PHASE « CONTENTIEUX » | 58 |
| CONCLUSION | 63 |